

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE D'ÉCONOMIE RURALE

SUR LA COMMUNE DE SAINT-FLORENT-LE-JEUNE

(Étude faite en 1913)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Politique et Économique

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Mercredi 16 Mars 1921, à 4 h. 1/2

PAR

L. VAURY

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

DÉCORÉ DE LA CROIX DE GUERRE

Président : M. HITIER

*Suffragants : MM. SOUCHON
RIST* } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1921

ÉTUDE D'ÉCONOMIE RURALE

SUR LA COMMUNE DE SAINT-FLORENT-LE-JEUNE

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE D'ÉCONOMIE RURALE

SUR LA COMMUNE DE SAINT-FLORENT-LE-JEUNE

(Étude faite en 1913)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Politique et Économique

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le Mercredi 16 Mars 1921, à 4 h. 1/2

PAR

L. VAURY

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES
DÉCORÉ DE LA CROIX DE GUERRE



Président : M. HITIER

*Suffragants : MM. SOUCHON
RIST } Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE
DE
MON ÉPOUSE BIEN AIMÉE
RAPPELÉE A DIEU
DANS SA VINGT-CINQUIÈME ANNÉE

INTRODUCTION

Le sujet de cette étude peut paraître, au premier abord, bien spécial et n'offrir, par conséquent, que peu d'intérêt.

Mais si l'on considère que, depuis 1892, il n'y a pas eu de grandes enquêtes agricoles, et la difficulté que l'on éprouve, par la suite, à se documenter, quand on se livre à des études d'Economie rurale, on comprendra, alors, l'intérêt que les études monographiques, de ce genre, peuvent présenter.

Sans doute, ces études ne renseignent que sur une région, parfois très limitée, mais elles donnent, par contre, à cause de leur spécialité même, les renseignements les plus complets et les plus précis, sur la région envisagée.

D'ailleurs la forme monographique convient si bien à des études d'Economie rurale, que les deux dernières enquêtes publiées par le Ministère de l'Agriculture : la petite propriété rurale de France, qui a paru en 1909, et l'enquête sur les salaires agricoles, publiée à la fin de l'année 1912, ont été faites sous cette forme.

Ces enquêtes ne sont que la réunion de monographies

faites pour les professeurs d'agriculture, de chaque département.

Ce que l'on peut reprocher, en général, à ces enquêtes, c'est leur trop grande brièveté. Par exemple : la monographie sur le département du Loiret, où se trouve la commune de Saint-Florent, ne comprend, aussi bien dans l'enquête sur la petite propriété rurale en France, que dans l'enquête sur les salaires agricoles, que trois pages. C'est bien peu, si l'on considère que le Loiret est divisé en cinq régions bien distinctes, qui sont : la Beauce, le Gâtinais, la Sologne, le Val et la Puisaye.

Comment décrire, en si peu de lignes, des régions si différentes les unes des autres ? Sans doute, pour la Beauce et la Sologne on retrouve dans d'autres départements constitués, en partie, pour ces deux régions, de nouveaux renseignements, mais ils sont toujours trop peu abondants.

Il semble, d'ailleurs, qu'il eût été beaucoup plus logique de prendre comme base de ces enquêtes, la région, au lieu du département. On aurait eu, ainsi, une série de monographies sur la Sologne, la Beauce, le Gâtinais, le Val, la Puisaye, etc...

Enfin, ces deux enquêtes avaient des buts bien déterminés et bien limités ; ce qui explique le peu de renseignements que l'on peut y puiser, en dehors de ceux relatifs à l'état de la petite propriété, et aux salaires agricoles.

Cette étude pourra donc compléter, dans une certaine mesure, ce qui a été dit dans ces deux enquêtes, sur la Sologne, car tout ce que nous verrons, en étudiant la commune de Saint-Florent, pourra s'appliquer, en grande partie du moins, à la Sologne toute entière.

CHAPITRE PREMIER

LE PAYS ET L'HABITANT

La commune de Saint-Florent-le-Jeune (1), que nous étudions ici, est une petite commune du canton de Sully-sur-Loire, arrondissement de Gien (Loiret).

Elle se trouve située à l'extrémité nord-est de la Sologne dont elle fait partie. Sa superficie est de 3.800 hectares environ et elle compte 603 habitants.

Le sol de Saint-Florent, comme tout celui de la Sologne, est composé de sable, mêlé de silex et plus souvent d'argile, reposant sur un sol imperméable, avec ce caractère particulier qu'il est absolument dépourvu de calcaire.

Le sous-sol étant imperméable et se trouvant le plus souvent à une faible profondeur, les eaux pluviales ne peuvent y pénétrer profondément ; des nappes d'eau

(1) Il semble que l'on devrait orthographier Saint-Florent-le-Jeune, du verbe jeûner. Jusque dans la dernière moitié du XIX^e siècle, de nombreuses communes de Sologne ont porté des noms qui, à eux seuls, indiquaient combien la misère devait être grande, en ce pays.

En voici quelques-uns des plus significatifs : Bonneville-sans-Pain, Ivoy-le-Gauleux, Presly-le-Chétif, Villeny-le-Pouilleux.

stagnante se forment de 0^m,30 à 1^m,15 de profondeur et si tout moyen d'écoulement fait défaut, ces nappes montent à la surface, contribuant ainsi à la formation d'étangs ou de marécages. Ces étangs sont particulièrement nombreux dans la région sud-ouest de la Sologne.

Les couches de sable qui entrent en grande partie dans la composition du sol, étant très perméables à l'eau laissent filtrer celle-ci, se dessèchent et deviennent alors d'une aridité extrême.

Les couches d'argile imperméables, au contraire, retiennent les eaux, empêchant toute végétation et rendent le climat insalubre.

Mais grâce à l'emploi rationnel des phosphates naturels, des superphosphates et de la marne, on a amélioré les terres, au point de vue chimique et on les a assainies en abaissant le plan d'eau, par le curage des rivières, le drainage et le boisement.

Le pays est peu accidenté, les quelques collines, que l'on y trouve, sont très peu élevées, mais le pays n'est pas monotone car il est assez boisé et coupé d'un nombre incalculable de haies et de fossés nécessités par l'imperméabilité du sous-sol.

Le climat est relativement tempéré ; le reboisement et l'abaissement du plan d'eau par le curage du cours d'eau, l'assainissement de nombreux étangs et le drainage des terres, ont concouru, dans une large mesure, à lui donner ce caractère actuel.

Avant 1850, par suite de l'existence d'un grand nombre de marécages et l'absence de grandes surfaces boisées, la Sologne était un pays absolument insalubre, désolé par les fièvres. Les habitants étaient chétifs, sans forces ; leur taille était petite, leur teint jaunâtre. La durée moyenne de la vie, en Sologne, n'était alors que de 29 ans.

En 1701, l'abbé Sauvageot faisait d'eux, ce portrait peu flatteur : « Les Solognots sont un chétif peuple, nés « blonds et bien formés, ils deviennent, à 10 ou 12 ans, « bruns et plombés, avec de grandes dents qui tombent « de bonne heure, puis maladifs et mal constitués ».

A l'insalubrité du climat il fallait ajouter une nourriture insuffisante, composée de mauvais pain noir, formé de sarrasin et quelquefois de seigle, un peu de laitage et très rarement de viande, sous forme de lard salé ; ils n'avaient pour boisson qu'une eau malsaine, enfin ils habitaient dans de véritables huttes, mal aérées, assises sur un sol humide, dépourvues de caves, construites avec de l'argile, de la paille et du bois et dont le sol était fait simplement de terre battue.

Jusque vers 1850, le Solognot est resté accablé par les fièvres et la maladie, n'ayant ni force ni énergie. Mais, à partir de cette date, le Comité central de Sologne, poursuivant la transformation de cette région, a provoqué l'assainissement des rivières, l'amélioration des cultures, le défrichement des bruyères et les plantations nom-

breuses de bois résineux, la reconstruction des maisons basses et insalubres, mesures qui ont supprimé, d'une façon complète, les fièvres périodiques.

Dans son livre sur la Sologne, M. Denizet dit : « Le « Solognot d'aujourd'hui est de taille moyenne, solide, « résistant et robuste, capable d'un travail sérieux. La « femme, du moins celle qui est employée aux travaux « des champs, est toujours vigoureuse et s'il n'en est pas « toujours de même de la jeune fille qui habite le bourg, « occupée à la couture et à la lingerie, souvent malade « et lymphatique, on doit l'attribuer à son existence trop « sédentaire, beaucoup plus qu'au climat. »

Une des meilleures preuves de l'amélioration de la race résulte du nombre des conscrits reconnus bons, maintenant, pour le service militaire. Alors, qu'autrefois, dans les cantons de Sologne, un très grand nombre de conscrits était réformé, il n'en est plus de même aujourd'hui et les cantons de Sologne ont même moins de jeunes gens réformés, en moyenne, que les cantons hors Sologne. Le nombre des réformés est, en effet, dans les premiers de 18,5 0/0 et de 18,8 0/0 dans les seconds.

Il ne faudrait pas croire, malgré cela, que l'ancien type du Solognot, que nous venons de décrire, ait disparu complètement, il existe encore, mais il tend, heureusement, de plus en plus, à disparaître.

Parmi les causes qui ont amené la rénovation de la race des paysans Solognots, il est bon de noter que

l'assainissement du pays, tout en influant sur l'état de ses habitants, n'a pas été sans accroître, énormément, la richesse du pays. Cette richesse a immédiatement attiré, en Sologne, des cultivateurs des contrées voisines, qui s'y sont fixés, s'y sont mariés et ont été l'une des causes de l'amélioration de la race.

Après avoir examiné l'habitant, au point de vue physique, il ne nous reste plus qu'à décrire, en quelques lignes, son caractère.

Un vieux dicton de Sologne dit :

Niais de Sologne qui ne se trompent qu'à leur profit.

On ne saurait définir d'une manière plus heureuse, et en si peu de mots, le caractère du paysan Solognot ; il est madré, rusé, et comme on dit, dans le pays : *sornais*, c'est-à-dire : surnois.

Rien ne donnera mieux une idée du caractère du Solognot que le portrait qu'en a tracé l'abbé Sauvageot en 1701, dans son histoire de Sennely :

« Les Solognots, disait-il, ont tous la mine et les
« manières niaises et paraissent stupides, presque hébé-
« tés ; cependant il y a peu de gens, au monde, qui aient
« un plus grand fonds d'esprit, ils sont fins et dissimulés,
« jusqu'à tromper les plus avisés. Rien n'égale leur pré-
« voyance, leur discernement et leurs ressources ; ils
« pénètrent les intentions les plus cachées de ceux avec
« qui ils ont à traiter et il est presque impossible aux plus
« éclairés de découvrir les leurs. Les enfants même sont

« dans la réserve, dans leurs discours et dans la précaution qu'ils ont de ne rien dire qui puisse les engager.
« Ils gardent un morne silence qui surprend ceux qui ne connaissent pas leur naturel et les font passer dans leur esprit pour des statues ; ils ne s'écartent jamais de leur maxime qui est de peu parler et de bien parler.

« *Un bon taïser, disent-ils, vaut biocot, parlons peu, parlons bien.*

« C'est un spectacle divertissant de voir un fermier solognot qui compte avec son maître ; il fait semblant de ne savoir ce qu'il a payé, ni ce qu'il doit de reste, et tenant toute la somme de sa ferme en cinq ou six petits sachets, il tâche d'émouvoir son maître à compassion, en protestant qu'il a fait tous ses efforts pour lui faire un tel paiement, dont il fait serment qu'il a emprunté la plus grande partie. S'il voit son maître inflexible à ne lui accorder aucune remise, il tire tous ses sachets, l'un après l'autre, gémit, pleure, jure, demande son congé, qu'il serait fort fâché qu'on lui accordât. Enfin, par ses ruses, il obtient toujours quelque grâce.

« Il ne serait pas possible de trouver, par toute la terre, des gens si défiants que les Solognots ; ils appréhendent si fort d'être trompés, jugeant d'autrui par eux-mêmes, qu'ils sont toujours sur leurs gardes, et prennent dans leurs affaires et dans leurs traités une infinité de précautions ».

Après plus de deux cents ans écoulés, on doit reconnaître que le fond du caractère du Solognot s'est maintenu, tout en s'atténuant, pourtant, dans une certaine mesure. En devenant moins malheureux, il est devenu moins *finassier* et plus confiant.

Le Solognot d'aujourd'hui est d'un commerce agréable ; il est respectueux, poli, accueillant et très serviable ; il est, en général, travailleur, actif et sobre ; si il est obligé de fréquenter les foires et marchés pour vendre les produits de sa ferme, il s'y rend toujours avec sa femme ou l'une de ses filles ; aussi ne s'attarde-t-il que très rarement à l'auberge ou au cabaret.

Enfin il est très attaché à son pays, « il aime son pays comme un montagnard » dit M. Gaugiran, dans ses vues de Sologne.

Mais, malheureusement, cet attachement à son pays commence à disparaître et le Solognot, comme les autres habitants de la campagne, tend à délaisser son pays, pour aller vers la ville.

Cette émigration vers la ville est plus incompréhensible ici qu'ailleurs ; car c'est au moment où son pays est devenu sain, riche et prospère, que le Solognot songe à l'abandonner.

CHAPITRE II

CULTURE, ÉLEVAGE DU BÉTAIL

Avant 1850, le territoire de la commune de Saint-Florent ne comprenait, comme le reste de la Sologne d'ailleurs, que de vastes étendues, couvertes de bruyères, d'ajoncs, de marécages, de bois taillis rabougris, abimés par les moutons que l'on y faisait paître, de rares futaies et enfin quelques terres labourables, dont les meilleures produisaient du seigle, alors que les autres ne pouvaient rapporter que des pommes de terre, du sarrasin et de l'avoine.

Aucune terre n'était assez fertile pour produire du froment. Le bétail mal nourri, mal soigné, en était arrivé à un véritable état de rachitisme.

Dans son mémoire sur la Sologne, publié, en 1844, Beauvallet disait : « Il y a peu de pays où la majeure
« partie du bétail soit descendu à un si fâcheux degré
« d'imperfection qu'en Sologne.

« Les chevaux et les bêtes à cornes, qui sont dans un
« état continuel de maigreur, y développent les formes

« les plus irrégulières et les moins parfaites qu'on puisse
« voir.

« Il est vrai que ces animaux sont en quelque sorte
« abandonnés à la nature et le plus souvent à une bien
« triste et bien malheureuse nature. Des logements infects
« et malsains, que l'on nettoie seulement quelques fois
« par an, les abritent, et encore néglige-t-on d'y faire
« rentrer les chevaux. »

Les habitants épuisés par les fièvres n'avaient pas même l'énergie nécessaire pour faucher et rentrer les fourrages, en sorte que les animaux, aussi bien l'hiver que l'été, devaient vivre sur le sol. Bien nourris l'été, ils étaient obligés pendant l'hiver, de trouver dans la bruyère et dans les bois, une nourriture qui les empêchait seulement de ne pas mourir de faim.

Le seul animal qui supportait assez bien ce dur régime était le mouton solognot, il vivait comme il pouvait et se nourrissait du peu qu'il trouvait. Mais ce mouton, mal nourri, ne pouvait être vendu, pour la boucherie, qu'à l'âge de 4 ans, alors que maintenant on arrive, grâce aux fourrages artificiels, à l'engraisser et à le vendre à l'âge de 3 mois, au prix très rémunérateur de 30 à 35 fr.

Vers 1850, grâce à l'emploi des engrais chimiques, au drainage des terres, ainsi qu'à leur chaulage et à leur marnage, la situation de ce malheureux pays, se trouva modifiée.

C'est en 1855 que cette heureuse modification se pro-

duisit pour la commune de Saint-Florent. En effet, à cette date, un nommé Pichelin qui habitait les Bordes, commune voisine de Saint-Florent, découvrit les vertus fertilisantes du noir animal (1).

Ce noir animal bien que coûtant très cher : 14 à 15 fr. les 100 kilogrammes — et il en fallait : la première année 601 kg. à l'hectare; la deuxième année 300 kg. et 200 kg. les années suivantes — permit de mettre en valeur des terres qui jusque-là avaient été improductives.

Puis vinrent les phosphates qui, eux, ne coûtaient plus que 11 francs les 100 kg., lesquels furent remplacés, à leur tour, par les superphosphates qui reviennent maintenant à 6 francs les 100 kilogrammes.

En même temps que Pichelin faisait sa découverte, l'Etat, qui commençait à s'intéresser à la Sologne, créa, à partir de 1853, un service de marnage à prix réduit.

A cet effet il acheta des marnières à Orléans et près de Vierzon; puis il s'entendit, pour le transport, avec la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

En 1858 il fit un autre achat de marnières, situées à l'origine du canal de la Sauldre, près de Blancafort, et il

(1) Cette découverte fut faite par hasard. Pichelin avait entrepris en grand, l'élevage du lapin. Une année, une maladie contagieuse s'abattit sur son clapier et fit périr tous ses lapins. Pour s'en débarrasser il les incinéra et laissa les cendres sur place. Au bout de peu de temps il s'aperçut que le terrain, où cette cendre était répandue, était devenu d'une fertilité extraordinaire. Il recommença l'expérience sur une plus grande échelle en se servant de débris d'os, le même fait se reproduisit. Devant ces résultats Pichelin créa une usine de noir animal à Lamotte-Beuvron. Cette usine prospéra rapidement et prit, bientôt, une grande extension.

vendit aux agriculteurs de Sologne, par l'intermédiaire d'un entrepreneur, de la marne à prix très réduit.

En même temps les terres étaient assainies par le drainage et le boisement.

Tous ces travaux firent disparaître, en peu d'années, les fièvres intermittentes qui, depuis si longtemps, désolaient le pays.

Enfin les voies de transport furent développées ; on créa des canaux, des chemins de fer et des routes.

Grâce aux conseils donnés par le Comité central agricole de la Sologne, les cultivateurs se rendirent compte qu'ils avaient intérêt à ne plus suivre les errements de leurs pères et à modifier complètement leurs méthodes de culture. Ils améliorèrent leur matériel, comprirent la nécessité des labours profonds et l'emploi des engrais et surtout des phosphates.

Et alors, qu'autrefois, la commune de Saint-Florent était, en grande partie, inculte, ne produisant dans ses meilleures terres que du seigle et du blé noir, maintenant, et grâce à toutes les améliorations que nous venons de voir, les $\frac{2}{5}$ des terres labourables de Saint-Florent peuvent produire du froment. Cependant la production à l'hectare n'est pas très élevée : de 16 à 18 hectolitres, en moyenne. C'est peu, si l'on considère que certaines régions produisent de 25 à 30 hectolitres à l'hectare. Dans les terres moins fertiles on continue à cultiver le seigle, l'avoine et le blé noir.

Il existe, sur le territoire de la commune, quelques prairies naturelles : 130 hectares environ. Ces prairies sont ordinairement assez marécageuses ; les foins que l'on y récolte sont, en général, de mauvaise qualité.

Tous les ans une certaine partie des terres est cultivée en fourrages artificiels. Ces derniers sont nécessaires pour permettre de nourrir le bétail que l'on élève, maintenant, en grand nombre.

Depuis quelques années on a commencé à faire des plantations de vignes à Saint-Florent. Il en existe, actuellement, 3 à 4 hectares. Ces plantations sont situées près des fermes et fournissent la boisson nécessaire aux fermiers et à leurs domestiques. Le vin produit est très léger, un peu aigrelet, mais d'un goût assez agréable.

Si la culture de la vigne ne se développe pas plus, cela tient à ce que les fermiers, dont les baux sont habituellement de 6 ou 9 années, ne veulent pas engager des dépenses, toujours élevées, pour planter de la vigne ; dépenses qui ne seraient pas compensées par les récoltes, dans le cas où ils seraient obligés de quitter la ferme.

L'assolement en usage, dans la commune de Saint-Florent, pour les terres labourables, est l'assolement quadriennal. Il comprend $\frac{1}{4}$ en gros grains (froment, seigle ou méteil) $\frac{1}{4}$ en menus grains (orge, blé noir, avoine) $\frac{1}{4}$ en herbages artificiels et $\frac{1}{4}$ en jachère.

Cependant il est parfois triennal, quand la ferme possède une certaine quantité de bruyères ou pacages, où

les herbes poussent naturellement. Dans ce cas, l'assolement est le suivant : $\frac{1}{3}$ en gros grains, $\frac{1}{3}$ en menus grains et $\frac{1}{3}$ en fourrages artificiels.

Il nous reste à dire quelques mots, des bois qui existent, en grande quantité, à Saint-Florent, et qui, comme dans toute la Sologne, sont l'une des plus grandes richesses du pays.

Les principales essences qui existent sont le chêne, le bouleau et tout particulièrement le pin ; c'est d'ailleurs lui qui réussit le mieux, car le chêne vient mal, le sous-sol étant trop humide.

Les sapinières sont composées de pins sylvestres et de pins maritimes ; mais on plante cependant de moins en moins, de ces derniers, parce qu'ils résistent très peu à la gelée : l'on en fit la triste expérience pendant l'hiver, particulièrement rigoureux de 1879-80, où le thermomètre tomba jusqu'à — 28°. Tous les pins maritimes existants en Sologne, furent gelés. En une seule nuit plus de 80.000 hectares furent détruits. Ces dégâts furent évalués, à cette époque, par M. Boucard, conservateurs des forêts, à plus de 40.000.000 de francs. L'Etat intervint et créa six grandes pépinières, pour produire, à prix réduits, les plans nécessaires afin de permettre le reboisement. En quelques années le mal fut réparé et la Sologne est aussi boisée qu'elle l'était en 1880.

Le pin sylvestre est non seulement plus résistant que le pin maritime mais il a encore le grand avantage de

détruire la bruyère qui, par contre, pousse abondamment sous les pins maritimes. La disparition de la bruyère des sapinières est de nature à diminuer, dans de grandes proportions, les incendies qui éclatent, si souvent, dans les *pineraies*.

Les coupes de bois se font par superficie. On exploite les grands taillis de bois durs et tendres tous les 9 à 12 ans.

Quand on coupe les taillis il est d'usage de laisser des balivaux, c'est-à-dire les plus beaux arbres ; ils doivent, autant que faire se peut, être également répartis. Leur nombre est fixé à 50 par hectare.

Les sapinières sont coupées tous les 40 ou 50 ans, si ce sont des pins maritimes, tous les 45 à 60 ans, si ce sont des pins sylvestres. Les arbres sont abattus à la cognée. Les coupes commencent habituellement le 15 novembre et doivent être terminées au 15 avril suivant.

Le bois que l'on retire des sapinières est impropre au chauffage des foyers domestiques ; de plus sa solidité et sa durée de conservation ne sont pas suffisantes pour permettre de l'employer dans les constructions. On l'utilise, surtout, pour alimenter les fours des boulangers.

Un danger particulièrement grave menace, en ce moment, les bois de Saint-Florent, ainsi que ceux de toute la Sologne. Ce danger est causé par deux maladies qui attaquent : l'une, les chênes, l'autre les sapins.

La première de ces maladies, que l'on appelle le blanc

du chêne ou oïdium du chêne, s'attaque surtout aux jeunes taillis ; les feuilles deviennent blanches et se dessèchent, l'arbre ne tarde pas à dépérir et à mourir. Les ravages causés, par cette maladie, dans les bois de Saint-Florent, sont déjà considérables.

La seconde, dite maladie du rond, s'attaque aux pins et les fait périr en cercle, de là son nom.

Toutes les recherches faites, jusqu'ici, pour découvrir des moyens pratiques permettant de combattre ces deux maladies sont restées infructueuses.

Les améliorations culturales que nous avons vu se produire à Saint-Florent ont eu une heureuse répercussion sur l'élevage du bétail, car elles ont permis, grâce aux fourrages artificiels, de nourrir de nombreux bestiaux et de les engraisser rapidement, ce qui était absolument impossible du temps où le territoire de la commune n'était composé que de terres incultes.

L'élevage du bétail ne présente rien de bien particulier à Saint-Florent ; cependant il nous faut dire quelques mots de l'élevage du mouton.

De tout temps, la Sologne a possédé une race de moutons bien déterminée et d'une réelle valeur, qui a pu franchir des périodes de misère, sans être ni altérée, ni modifiée dans sa pureté.

Le mouton de Sologne est très robuste, très sobre ; il trouve le moyen de vivre en se nourrissant de bruyère et des herbes qui poussent dans les terres incultes ; il vit

là, où tout autre mouton, de race plus perfectionnée, mourrait certainement de faim.

Le mouton solognot a donc de grandes qualités, mais sa conformation laisse à désirer. Il a, en effet, le gigot plus long, moins arrondi que le mouton berrichon ; il a, ce que l'on appelle en terme de boucherie, le gigot « en violon », aussi est-il moins apprécié sur le marché de Paris que le mouton berrichon.

Les animaux de basse-cour sont une source de gros profits pour le fermier solognot. On admet qu'une fermière intelligente, active, doit pouvoir, rien qu'avec les produits de la basse-cour, arriver à payer, entièrement le fermage.

Les animaux de basse-cour élevés plus particulièrement à Saint-Florent, sont l'oie et le dindon.

L'élevage de l'oie est facilité par ce fait que tous les domaines possèdent des mares ou des étangs.

Ces oies naissent à la ferme vers le mois d'avril ; elles n'y demeurent que jusqu'à la moisson, époque où elles sont généralement vendues aux fermiers de Beauce qui les engraisent en leur faisant glaner les grains perdus dans les champs.

Cette vente des oies, à cette époque de l'année, rend grand service au cultivateur, car elle l'aide à payer ses frais de moisson.

L'élevage du dindon est une des richesses de la Sologne. A Saint-Florent, chaque ferme, suivant son importance, en possède des bandes de 75 à 200.

Le dindon naît en mai ; son élevage est difficile et durant les premiers mois de son existence, il exige l'attention la plus minutieuse et il faut lui éviter le froid et l'humidité.

Le dindon est vendu, vers le 15 décembre, à des coquetiers, soit sur le marché de Gien, soit sur le marché de Sully-sur-Loire. Ces coquetiers les tuent, les plument et les expédient en Angleterre, pour les fêtes de la *Christmas*. Les dindons qui valent habituellement de 90 à 120 francs la douzaine, se vendent, s'ils sont particulièrement beaux, de 160 à 185 francs.

Les dindons de Sologne sont de plus en plus appréciés sur le marché anglais ; les expéditions effectuées pour l'Angleterre, par le chemin de fer de Paris à Orléans, atteignent environ 600 tonnes, par an.

Cependant le marché anglais, est âprement disputé par l'Italie, l'Autriche, la Serbie, le Canada et l'Amérique. Mais la Sologne n'étant qu'à 36 ou 48 heures du marché anglais, peut livrer ses produits dans un état de fraîcheur auquel ses rivaux ne peuvent prétendre, malgré les procédés de conservation, auxquels ils ont recours.

CHAPITRE III

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIX ET REVENUS DU SOL

Le régime de la grande propriété règne à Saint-Florent. La plupart des domaines situés sur la commune ont une étendue de 125 à 200 hectares. Les autres, très peu nombreux, du reste, sont encore très étendus et atteignent 70 à 80 hectares. On se trouve donc bien, ici, dans un pays de grande propriété, étant admis que la grande propriété commence à partir de 40 hectares.

D'ailleurs cette classification de la propriété par son étendue seule, est peu rationnelle car la superficie n'est pas l'unique élément qui doit entrer en ligne de compte, pour permettre de déterminer où s'arrête la petite propriété et où commence la moyenne ou la grande propriété. Il semble que l'on doive tenir compte également de la fertilité du sol, du genre de culture et enfin du prix du sol.

Dans le Val de la Loire, on est grand propriétaire avec 15 hectares de terre, en Sologne on ne commence à l'être

que si l'on possède un minimum de 60 à 70 hectares.

Cette classification a, d'ailleurs, été reconnue si défectueuse, qu'elle a cessé d'être employée par le Ministère de l'Agriculture, dans son enquête monographique sur la petite propriété rurale en France.

Dans cette enquête on s'est basé non plus sur l'étendue mais sur la fertilité, le genre de culture et le prix du sol.

Ainsi dans l'enquête sur le département du Loiret on a commencé par diviser le département en un certain nombre de régions et, en tenant compte de la fertilité et du prix du sol, dans chaque région, on est ainsi arrivé au classement suivant :

RÉGIONS	PETITE PROPRIÉTÉ	MOYENNE PROPRIÉTÉ	GRANDE PROPRIÉTÉ
Beauce.	1 à 10 hect.	10 à 30 hect.	30 h. et au-dessus
Gâtinais.	1 à 7 —	7 à 25 —	25 —
Sologne.	1 à 15 —	15 à 60 —	60 —
Val.	1 à 7 —	7 à 15 —	15 —
Puisaye.	1 à 15 —	15 à 45 —	45 —

D'après ce tableau on voit que la commune de Saint-Florent n'est composée que de grandes propriétés, les plus petites qui s'y trouvent, atteignant toujours 70 à 80 hectares, au moins.

Le village même de Saint-Florent est entouré de grandes propriétés ; il en résulte de gros inconvénients pour les ouvriers agricoles, car toutes ces propriétés étant affermées, il leur est à peu près impossible d'avoir un

jardin où ils pourraient récolter des légumes qu'ils consomment en très grande quantité puisque ces derniers forment, ainsi que nous le verrons, la base de leur alimentation.

Non seulement l'ouvrier agricole ne peut, dans ce pays de grandes propriétés, louer un morceau de terrain, mais il lui est aussi impossible d'en acheter. Ceci est d'autant plus regrettable que rien n'attache tant le paysan au sol que le fait d'en devenir propriétaire. Rien, non plus, ne le force tant à économiser que l'espoir de pouvoir acquérir dans un temps, plus ou moins éloigné, le morceau de terrain, souvent convoité pendant de nombreuses années et même pendant plusieurs générations !

Cet espoir n'est pas permis au journalier de Saint-Florent, il sait qu'il ne peut acheter la moindre parcelle de terre, dans son pays, car l'on ne vend jamais de morceaux de terre, mais toujours des propriétés de 60, 80 ou 100 hectares, au minimum.

S'il veut devenir propriétaire, il sera obligé de quitter son pays et d'aller s'établir soit dans le Gâtinais, soit dans le Val, où il pourra se rendre facilement acquéreur de terres d'une faible étendue et plus en rapport avec les ressources dont il peut disposer. Mais combien il lui serait plus agréable d'être propriétaire dans son pays que de le devenir dans une région où il ne connaît personne.

Les journaliers de Saint-Florent ne sont pas les seuls à souffrir de ce régime de la propriété, les fermiers, eux

aussi, ont à s'en plaindre car ces grandes propriétés exigent trop de capitaux pour leur mise en exploitation ; les fermiers qui, en général, n'ont pas les ressources suffisantes, les exploitent mal et gagnent difficilement leur vie.

Le prix du sol a beaucoup augmenté à Saint-Florent, depuis la découverte des engrais, qui ont permis de cultiver des terres restées improductives jusque-là.

Avant 1850, les terres n'étaient vendues que 2 ou 300 francs l'hectare ; elles valent aujourd'hui 6 à 800 fr., elles ont donc plus que doublé.

Pour le prix de location il est plus difficile d'indiquer les variations qui ont pu se produire, car avant 1850 toutes les propriétés de la commune étaient : soit exploitées par les propriétaires seuls, soit à l'aide de métayers. Le sol était si mauvais, que personne n'aurait voulu l'affermier. Cette situation a bien changé car, maintenant, le prix de location varie de 16 à 18 francs l'hectare, selon la fertilité des terres.

Les fermages ne sont pas les seuls revenus de la propriété foncière, il faut y ajouter les bénéfices résultant de l'exploitation des bois et ceux pouvant provenir de la location des étangs et des chasses.

Les bois taillis qui habituellement se coupent, dans les autres régions du Loiret, tous les 14 ans, se coupent à Saint-Florent tous les 9 à 12 ans. On a, en effet, constaté, qu'une fois cet âge atteint, ils ne profitaient pour ainsi dire plus.

Chaque hectare de taillis rapporte environ de 16 à 17 francs, *par feuille*, ce qui est bien peu, par rapport au produit annuel moyen de l'hectare de bois dans le département, qui est de 32 fr. 80.

Les futaies ne s'exploitent que tous les 80 ou 100 ans, leur produit varie suivant la grosseur et la qualité des arbres qui les composent. Nous ne le mentionnons ici que pour mémoire, car la futaie ne se coupant que toutes les deux ou trois générations environ, ne constituent, ni en fait ni en droit, un revenu.

Les sapinières composées de pins maritimes s'exploitent tous les 40 ou 50 ans et celles composées de pins sylvestres tous les 45 ou 60 ans. Le produit annuel est de 15 francs par hectare.

Il est à remarquer que les propriétaires de Saint-Florent ne cherchent pas à augmenter ce produit, en extrayant, comme dans les Landes, la résine des pins.

Cette opération semblerait pourtant, à première vue, être des plus fructueuses, si l'on songe que la barrique de résine qui valait, avant 1902, de 50 à 70 francs vaut maintenant de 100 à 120 francs. Si les propriétaires négligent cette source de profits, cela tient aux difficultés qu'ils éprouvent à se procurer de la main-d'œuvre.

Sans doute il leur faut bien également de la main-d'œuvre pour couper les sapinières et transformer le bois que l'on en retire en bois de chauffage, mais, dans ce cas, c'est une main-d'œuvre temporaire dont ils ont besoin ;

de plus ce travail peut être accompli par n'importe quel ouvrier bûcheron, tandis que pour extraire la résine des pins, ils seraient obligés d'occuper, toute l'année, des ouvriers de métier qui ne peuvent être remplacés par des ouvriers agricoles, pris au hasard.

D'ailleurs, à l'heure actuelle, les propriétaires fonciers, de toutes les régions de France, s'ingénient à se passer, le plus possible, de la main-d'œuvre qui se fait, tous les jours de plus en plus rare et de plus en plus exigeante.

Pour s'en convaincre il suffit de voir ce qui s'est passé dans les départements des Landes, du Cher et de la Nièvre.

Depuis les grèves qui eurent lieu en 1906 et 1907 dans les Landes, les propriétaires des forêts de pins se sont vus dans l'obligation d'augmenter les salaires des ouvriers résiniers ; mais depuis cette époque ils ont tendance, pour réduire la main-d'œuvre employée, à exploiter leurs sapinières plutôt que d'en faire extraire la résine.

La même tendance s'est manifestée dans le Cher et la Nièvre ; les ouvriers bûcherons de ces régions avaient obtenu, après de nombreuses grèves, des augmentations considérables de salaires. Depuis ces augmentations les propriétaires ont renoncé, presque tous, à l'écorçage des bois. Enfin pour diminuer encore, si possible, l'emploi de la main-d'œuvre, ces mêmes propriétaires ne font plus exploiter leurs taillis que tous les 22 ou 23 ans, alors qu'avant les grèves ils les faisaient couper tous les 15 ou 16 ans.

Tout ceci, d'ailleurs, n'est que la mise en application de ce principe économique, bien simple ; plus l'ouvrier est payé cher, plus on cherche à se passer de son concours.

Il nous reste, pour être complet, à dire quelques mots sur les étangs et les chasses.

On a beaucoup médité des étangs de Sologne, que l'on accusait de tous les maux dont le pays souffrait autrefois ; on est revenu aujourd'hui, sur cette mauvaise impression et l'on reconnaît que les étangs, tels qu'ils existent maintenant, ne sont plus une cause d'insalubrité.

En général les produits de l'étang appartiennent au fermier ; le propriétaire en tenant compte, naturellement, pour établir son prix de fermage.

Le fermier est tenu d'effectuer les travaux nécessaires pour l'entretien de l'étang. Il doit : maintenir la chaussée en bon état en apportant des terres aux endroits où la levée a pu être dégradée ; veiller également à ce que sur la chaussée ne prenne naissance aucun arbre ou arbrisseau susceptible d'en compromettre l'étanchéité ; gazonner les crêtes pour fixer les terres ; entretenir les grils et tout l'appareil de vidage ; curer les fossés d'écoulement toutes les fois que cette opération est nécessaire, ainsi que les *ruissels* et fossés destinés à amener l'eau à l'étang ; il doit également, chaque année, *faucarder* les herbes et joncs croissant sur les bords et enlever les dépôts de limon et de sable qui, entraînés par les grandes eaux

de l'hiver, formeraient à la longue un amas de terre considérable, dénommé *maran*.

Le propriétaire doit, par contre, curer l'étang à fond toutes les fois que cela est nécessaire, remplacer les grils et autres appareils de vidange.

Lorsqu'une fuite se produit à travers la levée, la recherche et l'obstruction de cette fuite souterraine, incombent au propriétaire.

Le principal produit des étangs est la carpe et accessoirement le brochet et la tanche.

Les étangs sont pêchés tous les 3 ans, du 25 septembre au 15 mars.

Le poisson est vendu à des marchands qui viennent en prendre livraison sur la chaussée même de l'étang.

On procède au réempoissonnement, dès que l'eau est en assez grande quantité à raison de 200 à 400 têtes d'alevins de carpes, à l'hectare. Ces alevins ont 12 centimètres au moins de longueur, de l'œil à la fourche de la queue. On empoissonne également avec du poisson plus petit, dénommé *sceau*, — qui se vend au décalitre, — à raison de 40 à 50 litres, à l'hectare.

A Saint-Florent, un étang bien entretenu, peut rapporter, annuellement, de 40 à 50 francs par hectare. Mais beaucoup de petits étangs coûtent plus cher qu'ils ne rapportent, aussi on a tendance à les dessécher, pour les transformer en prairies naturelles.

Si, d'une façon générale le droit de pêche est aban-

donné au fermier, il n'en est pas de même du droit de chasse, toujours conservé par le propriétaire.

La commune de Saint-Florent, comme le reste de la Sologne, est un pays très giboyeux ; le terrain convient merveilleusement bien au gibier. La perdrix et le lièvre s'y trouvent en grand nombre ; le faisan qui aime les terrains marécageux y abonde ; quant aux lapins de garenne ils sont si nombreux que le pays en est véritablement infesté. Tous les moyens employés sinon pour les détruire, du moins pour en diminuer le nombre, ont échoué jusqu'ici.

Le seul moyen efficace de protéger les récoltes est de les entourer de grillages. Les dégâts sont tels que les fermiers qui n'ont pu faire la lourde dépense d'achat de grillage, ont été complètement ruinés. Les propriétaires dont les terres sont plus particulièrement envahies par les lapins, trouvent difficilement des cultivateurs qui consentent à louer leurs fermes.

Depuis quelques années le goût de la chasse s'est beaucoup répandu et les chasses giboyeuses ne manquent pas d'amateurs ; aussi les prix de location se sont-ils rapidement élevés, surtout ces derniers temps.

Quelques exemples, pris au hasard, suffiront pour le prouver :

Une propriété de 200 hectares dont la chasse était louée : en 1872 : 75 francs, en 1900 : 200 francs ; en 1910 : 350 francs, est louée en 1913 : 1200 francs.

En 3 ans, de 1910 à 1913, le prix a donc presque quadruplé.

Une autre propriété de 250 hectares dont la chasse était louée, en 1880 : 80 francs, en 1910 : 400 francs, est louée en 1913 : 1.500 francs.

Cette augmentation des prix provient surtout de l'habitude de chasser en battue. Pour se livrer à ce genre particulier de chasse, il faut disposer de grandes étendues de terrain. Or les grandes propriétés de Saint-Florent conviennent tout particulièrement ; il suffit, en effet, d'en louer deux ou trois, pour disposer immédiatement de 700 à 800 hectares.

Il y a lieu d'ajouter que la proximité et les facilités de communications existant entre Paris et Saint-Florent, facilités encore augmentées par l'automobile, ont également contribué à l'élévation du prix des chasses.

Les fermiers et les ouvriers agricoles n'ont pas été, eux aussi, sans bénéficier de cet état de choses.

Les fermiers reçoivent, chaque année, de larges indemnités pour les dommages causés à leurs récoltes par les chasseurs. Ils reçoivent également des subventions, de la part du locataire de chasse, pour cultiver et ensemençer certaines terres, soit en blé noir pour la nourriture des faisans, soit en trèfle pour servir de remises au gibier. Enfin ceux qui louent ces chasses dépensant, sans compter, n'hésitent pas à donner aux fermiers tout le grillage qui peut leur être nécessaire pour éviter les dégâts causés à leurs récoltes, par le gibier.

Les ouvriers agricoles servent de rabatteurs, principalement les dimanches et reçoivent pour la journée, un salaire rémunérateur, augmentant d'autant leurs gains de la semaine.

Le furetage, qui a lieu pendant l'hiver, leur permet, encore, de se faire quelques bonnes journées. On leur donne, habituellement, deux francs, plus deux lapins de garenne valant environ 1 franc à 1 fr. 25 pièce, alors que si ils travaillaient dans les bois ils ne gagneraient que 2 fr. 50.

Malgré ces avantages, des plaintes se font déjà entendre. En effet, pour éviter de déranger le gibier, au moment de la ponte ou des couvées, les gardes des chasses interdisent aux femmes d'aller dans les bois, ramasser le bois mort et aux hommes de passer à travers champs, comme ils en avaient l'habitude, pour se rendre à leur travail, ce qui les oblige, parfois, à faire de longs détours.

Ces mesures exaspèrent les paysans qui, jusqu'à présent avaient été laissés libres de circuler partout, à leur gré.

Enfin il y a lieu de remarquer que les propriétaires cherchent, de plus en plus, à louer leurs fermes à ceux qui louent leurs chasses. Ils y trouvent en effet, de grands avantages. Les locataires de chasses paient plus cher et plus régulièrement que ne saurait le faire un cultivateur, mais cette manière de procéder n'est pas sans présenter de nombreux inconvénients.

Les locataires de chasse sous-louent ces fermes à des prix dérisoires, mais avec obligation, pour le fermier, de cultiver et d'ensemencer une grande partie des terres de manière à fournir une nourriture abondante et de nombreux couverts au gibier. De ce fait, une grande partie des terres de la ferme restent improductives. Telle terre qui pourrait produire du blé ou du seigle, est plantée en genêts !

En outre, le propriétaire qui a loué sa ferme avec sa chasse, pour une période de 10 ou 12 ans, se désintéresse complètement de sa propriété ; quant aux locataires de chasse ils ne s'occupent que du gibier et nullement des améliorations que l'on pourrait apporter soit aux terres, soit à la culture.

Enfin, devant le prix des chasses qui va toujours en augmentant, il est à craindre que les propriétaires ne transforment leurs propriétés en simples terrains de chasse, ce qui ne serait pas impossible, étant donné les prix peu élevés auxquels ils trouvent, actuellement, à louer leurs fermes.

Si cette transformation avait lieu, de nombreuses terres seraient laissées volontairement incultes ; de ce fait, les besoins de main-d'œuvre seraient de beaucoup diminués.

On peut donc conclure, qu'à l'heure actuelle, les locations de chasse sont une véritable source de richesses pour les propriétaires, les fermiers et les ouvriers agricoles de Saint-Florent, mais il est à craindre que dans un avenir

plus ou moins éloigné, les domestiques de fermes et les ouvriers agricoles ne soient dans l'obligation de quitter ce pays, où les besoins de main-d'œuvre se feront de moins en moins sentir.

CHAPITRE IV

EXPLOITATION DU SOL

Faire valoir direct. Métayage et Fermage.

Les trois modes habituels d'exploitation des terres : faire valoir direct, fermage, métayage se rencontrent à Saint-Florent ; mais le mode d'exploitation le plus employé est le fermage.

Cependant il existe encore un très petit nombre de propriétaires exploitant eux-mêmes leurs domaines. Il y a lieu de remarquer que ceux qui pratiquent ainsi le faire valoir direct sont tous des grands propriétaires dont les domaines atteignent 70 ou 80 hectares.

Avant 1860, en dehors du faire valoir direct le seul mode d'exploitation qui existait, était le métayage, mais depuis que les terres sont devenues plus fertiles, le métayage a presque complètement disparu pour faire place au fermage.

Le métayage à Saint-Florent diffère complètement de celui qui est pratiqué dans d'autres régions, où le métayer est habituellement un petit cultivateur exploitant

avec l'aide de sa famille, un domaine d'assez faible étendue ; il n'en est pas de même à Saint-Florent où les métayers exploitent des terres de 150 à 200 hectares.

Le métayage, ici surtout, est un véritable contrat d'association (4). Le propriétaire donne gratuitement son domaine à exploiter au métayer, à la condition de partager par moitié, avec lui, le produit et le croît des animaux, les fruits de la récolte et ceux des arbres fruitiers.

Le propriétaire apporte la jouissance de ses terres et de ses bâtiments, le métayer : son travail, son industrie, ses soins et en général son matériel agricole.

Les animaux sont fournis, moitié par chacune des parties, mais parfois par le propriétaire seul. Des estimations sont faites, à l'entrée, par deux experts choisis par le bailleur et le preneur.

S'ils ne peuvent s'accorder sur la valeur des bestiaux, un tiers expert est nommé par les parties et si elles ne peuvent s'entendre sur le choix de ce tiers expert, par le juge de paix du canton.

On procède également à une semblable estimation lors de la *rendue* des cheptels.

Le maître peut, si il a fourni tout le cheptel originaire, soit le conserver au prix d'estimation, en tenant compte au métayer de sa part de bénéfices sur la plus-

(4) Voir à l'appendice un bail à moitié fruits.

value, soit prélever, à son choix, des bêtes de chaque espèce, jusqu'à concurrence de la prisée qui a été faite au commencement du bail.

Le métayer doit garder les bestiaux qui lui sont confiés ; les soigner et les nourrir avec les foins, fourrages artificiels et pailles récoltés sur le domaine. En cas d'insuffisance de récoltes, dûment reconnue, les pailles et fourrages nécessaires sont achetés à frais communs.

Le métayer prend jour du bailleur pour la tonte des moutons ; le maître paie les tondeurs, le métayer les nourrit.

La laine est vendue en commun ou immédiatement partagée au poids.

Lors des tontes, les peaux de bêtes mortes doivent être représentées pour être partagées par moitié.

Le maître décide seul des acquisitions et des ventes ; aucune bête ne peut être menée au marché sans son consentement.

Les épingles reçues lors des ventes profitent au métayer, les droits de place sont payés par le maître.

En cas de vente du croît, le prix en est immédiatement partagé ou plus généralement porté au compte des parties.

Le maître donne des acomptes au métayer, suivant ses besoins. Le compte est apuré, chaque année, le 1^{er} novembre, au plus tard. Les comptes entre maître

et métayer s'établissent d'après le registre du maître, lequel, lorsqu'il est régulièrement tenu, fait foi en justice, comme étant le livre de l'association. Le métayer a un carnet sur lequel le maître passe des écritures conformes à son registre.

Les porcs sont fournis par le métayer, qui, seul, bénéficie de leurs produits.

Le nombre des porcs que le métayer pourra avoir est, en général, déterminé dans le bail. A défaut de stipulation dans le bail, le métayer a droit, pour un domaine de 80 hectares, à deux mères truies, dont la suite doit être vendue dans les deux mois de la naissance et à un vieux porc, à l'engrais.

Le métayer fait l'apport de la volaille, le produit lui en appartient.

Il bénéficie seul du laitage et de ses dérivés.

Tous les frais de culture sont à la charge du métayer, y compris ceux de fauchage, ramassage, roulage et entassement des récoltes. Les frais de maréchalerie, charronnage et bourrellerie sont également à sa charge.

Les semences et engrais sont fournis par moitié.

Les frais de battage à la machine sont répartis de la façon suivante : le maître paie les frais de location de machine à battre et le prix du charbon, le métayer supporte les autres frais.

Les grains sont partagés par moitié, toutefois sur le tas commun l'on prélève les semences nécessaires aux ense-

mencements futurs ainsi qu'une certaine quantité d'avoine destinée à la nourriture des chevaux du domaine.

La part de grains revenant au maître est transportée par le métayer dans le grenier que le maître peut avoir dans le domaine ou à défaut dans son domicile ou à un marché voisin ou enfin à la gare de chemin de fer la plus proche.

A toutes ces clauses s'en ajoutent deux autres, appelées *menues faisances et droit de cour*. La première consiste en de légères redevances en nature, telle que beurre, œufs, volailles, que le métayer doit remettre, tous les ans, à son maître. La seconde est le paiement par le preneur au bailleur d'une très petite somme d'argent, variant de 50 à 100 francs, suivant l'importance du domaine.

Le droit de cour ou impôt colonique qui a soulevé de violentes réclamations de la part du métayer, dans certaines régions, n'a jamais occasionné de plainte à Saint-Florent.

Il est juste de dire que le droit de cour exigé est bien peu élevé si on le compare à l'impôt colonique que doivent acquitter les métayers du Bourbonnais, impôt qui s'élève à 6 ou 700 fr. et parfois même jusqu'à 1.000 fr. par domaine.

D'ailleurs, sans vouloir discuter ici la légitimité de l'impôt colonique, on peut cependant dire que cet impôt, lorsqu'il s'élève à un chiffre peu élevé est des plus justes et ne devrait en aucune façon soulever les réclamations des métayers.

Certes, pour que le contrat de métayage soit parfait, il faudrait que le maître ne perçoive, uniquement, que la moitié des produits.

Mais s'il en était ainsi l'égalité impliquée par le métayage serait rompue au détriment du propriétaire ; ce dernier apportant, pour sa part, dans le contrat d'association certains avantages : le logement, le jardin, par exemple, dont le métayer profite seul.

Pour terminer il y a lieu d'ajouter qu'à Saint-Florent les propriétaires sont de véritables banquiers pour leurs métayers, auxquels ils font, sans compter, toutes les avances dont ils peuvent avoir besoin — pour achats de matériel, par exemple — avances qui ne portent jamais intérêts et qui, même parfois, ne sont pas remboursées.

Les métayers ont donc ici une situation très enviable si nous les comparons aux métayers du Bourbonnais, qui outre l'énorme impôt colonique qu'ils sont obligés de payer, ont à faire, non pas au propriétaire, mais à son intermédiaire obligé : le fermier général. Ce dernier non content de les exploiter, les traite toujours plus durement que ne le ferait le propriétaire lui-même.

A Saint-Florent, le propriétaire qui réside presque toujours sur les lieux, est en rapport direct et journalier avec son métayer, et il est toujours, pour lui, un véritable associé.

Il semblerait, d'après ce qui précède, que les métayers, jouissant ici, de conditions très avantageuses, il soit

facile d'en trouver ? Aucunement et il est devenu à peu près impossible de trouver à Saint-Florent des cultivateurs qui consentent à devenir métayers.

Auraient-ils donc des griefs particuliers à faire valoir contre le métayage ? Ils n'en ont qu'un seul : pour eux, le métayage est une condition sociale inférieure ; ils voudraient être leur maître dans le domaine. Cette association qui est pourtant si avantageuse pour eux, leur pèse et il leur répugne que le propriétaire dirige comme il l'entend l'exploitation de la ferme. Le fait d'être en rapport constant avec le propriétaire ; d'être respectueux à son égard ; de l'appeler *noul'maitre*, tout cela les indigné. Au fond de leur pensée le propriétaire représente l'ancien seigneur féodal, dont eux sont les serfs ! voilà leur seul grief contre le métayage !

Ils ont bien tort car, comme nous allons le voir, maintenant, les fermiers sont loin d'être aussi favorisés que les métayers.

Le fermage à prix d'argent est le mode d'exploitation le plus employé à Saint-Florent.

La durée ordinaire des baux est de 3, 6 ou 9 années. On trouve parfois des baux beaucoup plus longs, 12 et même 18 ans.

Les principales clauses de ces baux (1) et les règles qui régissent, d'après les usages locaux, les rapports

(1) Voir à l'appendice un bail à prix d'argent.

devant exister entre le fermier entrant et le fermier sortant, sont les suivantes :

Le preneur est tenu des réparations locatives afférentes aux bâtiments d'habitation, à ceux occupés par les animaux ainsi qu'aux locaux dépendant de l'exploitation.

Le fermier doit curer les fossés d'écoulement et maintenir les haies en état de clôture.

En retour il profite du bois provenant des émondages, pour son usage personnel, mais il ne peut le vendre.

Le fermage est payé à terme échu et en une seule fois, au 1^{er} novembre.

En plus du prix le preneur doit au bailleur, comme dans le métayage, des menues faisances et un droit de cour. Ce dernier doit être acquitté en même temps que le fermage.

Le preneur doit également, chaque année, fournir à ses frais, rouler et écarter dans les terres de 50 à 100 mètres cubes de marne (1) suivant l'importance du domaine.

Le fermier reçoit à son entrée, sur estimation, sous le nom d'effets morts, les râteliers, mangeoires et bas flancs; il reçoit sans estimation et rend de même les 2/3 des pailles, foin, fourrages artificiels de l'année et l'excédent des années précédentes, ainsi que les balles et courtes pailles de l'année, qu'il restitue, de même, à sa sortie.

(1) Le prix de cette marne est de 1 fr. 50 le mètre cube.

S'il trouve des terres en herbages artificiels il doit laisser à sa sortie une contenance égale de même nature et de même âge.

Le fermier ne peut, au cours du bail changer l'assolement sans l'autorisation du propriétaire ; mais, même s'il l'obtient, il doit, à l'expiration de son bail, rétablir l'assolement primitif.

Ce consentement lui est, aussi nécessaire, pour convertir les terres en prés ou labourer les prés.

Il lui est interdit de surcharger les terres, c'est-à-dire de les cultiver d'une façon épuisante ; notamment faire, sans intervalle, deux récoltes de gros grains.

A aucune époque du bail le fermier ne peut vendre ni pailles ni fourrages sans y être spécialement et formellement autorisé.

L'année de sa sortie, avant de quitter la ferme, le preneur ensemence en gros grains, la contenance déterminée par l'assolement. Si le sortant a ensemencé une contenance supérieure à l'assolement, l'entrant a droit à l'excédent et n'est tenu de rembourser au sortant que le prix proportionnel des engrais chimiques et semences correspondant à la partie ensemencée en surcroît.

Pendant la moisson et le battage de la récolte laissée en terre par le sortant, ce dernier a droit pour ses chevaux à une place à l'écurie et à une place dans la cuisine, pour ses repas et ceux de son personnel ; il a droit aussi au foyer pour la préparation des aliments.

Le 2 novembre, à midi, le sortant doit remettre à l'entrant tous les locaux et dépendances du domaine, en bon état de propreté. Les écuries, étables, poulaillers, toits à porcs doivent être curés et le fumier relevé à sa place habituelle. Le sortant a d'ailleurs le droit de répandre ce fumier, avant son départ, sur la récolte qu'il laisse en terre.

Les propriétaires de Saint-Florent ne fournissent pas de cheptel à leurs fermiers ; ces derniers doivent donc disposer d'un capital de 15 à 20.000 francs, suivant l'importance du domaine, afin de se procurer le bétail nécessaire à l'exploitation de la ferme.

Les fermiers de Saint-Florent gagnent difficilement leur vie ; il suffit pour s'en rendre compte d'examiner les recettes qu'ils peuvent faire et les dépenses qui leur incombent.

Nous prendrons comme exemple le budget d'une ferme de 75 hectares.

Recettes

Vente de 3 vaches avec leurs veaux pour le renouvellement du trou- peau, à 475 fr.	1.425 »
Vente de 12 veaux à 110 fr.	1.320 »
6 porcs engraisés et vendus 100 fr.	600 »
Beurre 10 kg par semaine = 520 kg à 2 fr. 50.	1.300 »
à Reporter.	4.645 »

<i>Report.</i> . . .	4.645	»
200 poulets à 3 fr.	600	»
50 moutons à 30 fr.	1 500	»
2400 œufs à 0 fr. 80 la douzaine. .	160	»
75 dindons à 12 fr.	900	»
15 oies à 8 fr.	120	»
Blé : 15 hectares ayant rendu net		
16 hectolitres = 240 hl à 20 fr. .	4.800	»
Avoine : 15 hectares ayant rendu net		
20 hectolitres. Il en est vendu 100		
hectolitres à 9 fr.	900	»
Total des recettes. . . .	<u>13.625</u>	<u>»</u>

Dépenses

Un charretier à 325 fr. par terme..	750	»
Un manœuvre à 300 fr. par terme.	600	»
Une servante à 250 fr. par terme. .	500	»
Une bergère à 200 fr. par terme. .	400	»
Un gamin pour garder les vaches		
(l'été seulement).	150	»
Main-d'œuvre (100 journées) à 4 fr.	400	»
Nourriture des domestiques et ou-		
vriers agricoles seuls	3.000	»
Engrais : superphosphates 100 sacs		
à 6 fr.	600	»
2500 kg nitrate à 29 fr. les 100 kg.	725	»
5000 kg de tourteaux pour nourriture		
du bétail, à 16 fr. les 100 kg. . .	800	»
5000 kg de son à 12 fr. les 100 kg..	625	»
à Reporter. . . .	<u>8.550</u>	<u>»</u>

<i>Report.</i> . . .	8.550 »
200 kg de ficelle lieuse à 80 fr. les	
100 kg	160 »
Battage (4 journées) à 111 fr.	444 »
Vin pour boisson	150 »
Vétérinaire, maréchal, bourrelier, charron.	600 »
Assurances.	150 »
Fermage	1.200 »
Intérêts de 15.000 fr. à 4 0/0 (capital d'exploitation)	600 »
Total des dépenses. . .	<u>11.854 »</u>

Les recettes étant de 13.625 francs et les dépenses de 11.854 francs, il reste donc au fermier pour vivre, lui et toute sa famille une somme de 1.771 francs.

C'est, en fait, presque la misère et il suffira de quelques mauvaises récoltes, d'une mortalité plus grande du bétail, pour que cet homme soit ruiné!

Si nous recherchons pourquoi les fermiers de Saint-Florent gagnent si peu, nous trouvons que cela tient au deux causes suivantes: la cherté croissante de la main-d'œuvre et la trop grande étendue des terres que les fermiers ont à exploiter.

Nous ne dirons rien, ici, de la cherté de la main-d'œuvre agricole; c'est une question que nous retrouverons en parlant des domestiques de ferme.

Tous les domaines de Saint-Florent sont très étendus et il faudrait pour les mettre en valeur, des capitaux importants

et une main-d'œuvre nombreuse. Or, les fermiers, en général, ne possèdent pas les capitaux suffisants et il leur est impossible de se procurer la main-d'œuvre nécessaire pour exploiter, fructueusement, les domaines qu'ils afferment.

Le seul moyen de remédier à cette situation serait de diviser les grandes propriétés existant actuellement, en domaines d'une étendue de 40 à 50 hectares.

Ces petits domaines pourraient être exploités par des fermiers disposant de peu de capitaux et de peu de main-d'œuvre car ils pourraient cultiver ces terres, en n'employant, pour ainsi dire, que la main-d'œuvre familiale.

Malheureusement les propriétaires sont peu disposés à diviser ainsi leurs propriétés car il leur faudrait construire de nouveaux bâtiments de ferme, ce qui serait excessivement coûteux. Une propriété de 250 hectares divisée en cinq domaines exigerait la construction de quatre nouvelles fermes; l'on comprend que, dans ces conditions, les propriétaires hésitent à s'imposer pareille dépense.

Pour les raisons que nous venons d'exposer, il est très difficile de trouver des fermiers. Ceux qui disposent d'un capital de 15 ou 20.000 francs aiment mieux, aujourd'hui surtout, se créer une autre situation; quant à ceux qui ont des capitaux moins importants, ils préfèrent aller s'établir dans le Val ou la Puisaye, où ils sont assurés de

trouver des domaines moins grands, plus faciles à mettre en valeur et où ils seront plus sûrs de gagner leur vie.

Les propriétaires de Saint-Florent ont été obligés, pour trouver des fermiers, de baisser beaucoup le prix de leurs fermages, ils ont, de ce fait, vu diminuer leurs revenus ; mais ils en ont été très peu touchés, jusqu'à présent du moins, car la location des chasses est venue compenser, largement, les pertes subies du fait de cette baisse dans le prix des fermages.

Certains propriétaires, devant la difficulté, toujours croissante de trouver des fermiers ont obligé leurs locataires de chasse à louer leurs fermes en même temps que leurs chasses. Nous ne reviendrons pas, ici, sur les inconvénients que pourrait entraîner cette manière de faire, si elle venait à se généraliser, inconvénients, d'ailleurs, que nous avons déjà précédemment signalés.

CHAPITRE V

LES DOMESTIQUES DE FERME

La crise de main-d'œuvre se fait sentir à Saint-Florent, comme partout ailleurs. Il devient, tous les jours de plus en plus difficile de trouver des domestiques de ferme et surtout des servantes de ferme. L'on peut dire, sans aucune exagération, que dans chaque exploitation il manque au moins deux domestiques.

Les servantes et domestiques sont ordinairement engagés aux louées qui ont lieu à Sully-sur-Loire, le premier dimanche de juin et le premier dimanche d'octobre.

Autrefois les parents les plus pauvres louaient leurs enfants dès l'âge de neuf ans. Ces enfants, employés à garder les bestiaux, ne recevaient aucun salaire, mais étaient habillés et nourris par le fermier. Il n'en est plus de même, aujourd'hui, les enfants ne sont guère placés comme domestiques qu'à l'âge de 13 ou 14 ans.

Les deux termes d'usage sont le 24 juin et le

1^{er} novembre. La durée de l'engagement est de quatre mois pour la saison d'été, du 24 juin au 1^{er} novembre. Le terme d'été de 129 jours est, dans la répartition des gages, considéré comme l'équivalent de celui d'hiver de 236 jours.

Quand on loue un domestique l'usage est de lui donner des arrhes ; le domestique doit les restituer au double, s'il se rétracte ; le maître les perd, s'il refuse de le recevoir.

Les arrhes s'imputent sur le gage. L'on ne donne pas d'arrhes pour les engagements formés dans le courant du terme, car, à la différence de l'époque du terme, les parties n'ont pas la faculté d'arrêter un nouvel engagement et ces contrats sont ainsi définitifs.

Le maître est tenu de fournir une voiture attelée, pour amener à la ferme, le coffre ou la malle du domestique, à condition, toutefois, que la distance à parcourir, à l'aller, ne soit pas supérieure à 18 kilomètres.

Le maître qui veut congédier un domestique doit le prévenir huit jours à l'avance. S'il le renvoie, immédiatement il doit lui verser huit jours de salaire. Si le domestique se retire il doit, également, un préavis de huit jours, à son maître ou s'il le quitte immédiatement il doit lui verser une indemnité équivalente à huit jours de salaire.

En cas de maladie, si elle n'excède pas cinq jours, le contrat ne peut être résilié, mais le domestique doit se faire remplacer, à ses frais. Les frais de maladie sont à la

charge du domestique. En fait, les fermiers n'usent jamais de ce droit et quand la maladie du domestique ne dure pas trop longtemps, ils le gardent, sans exiger qu'il se fasse remplacer, et bien souvent même, ils prennent à leur charge tous les frais de maladie.

Aucun sacrifice n'est trop grand, à l'heure actuelle, pour conserver un domestique, tant la pénurie de main-d'œuvre est grande !

Les gages ne sont exigibles qu'à l'expiration du terme ; mais l'usage est de donner des acomptes au cours du terme, sans toutefois, que le maître y soit impérieusement obligé ; la conservation des gages constituant entre ses mains, une garantie de l'exécution du contrat.

Les gages sont payés au domestique mineur s'il s'est loué lui-même et est âgé de 16 ans révolus. Cependant si les parents faisaient opposition le maître ne pourrait que verser des acomptes au jeune domestique et ce jusqu'à concurrence du quart de ses gages, le surplus devant être versé aux parents.

Le maître a le droit quand un domestique quitte définitivement la ferme, de visiter la malle ou le coffre que ce dernier emporte, sans toutefois pouvoir retenir le linge, les effets ou vêtements du domestique, sous prétexte de garantie.

Les salaires des domestiques de ferme n'ont cessé de croître, surtout depuis ces dernières années. Le tableau suivant donnera une idée de cet accroissement.

DÉSIGNATION	SALAIRE ANNUEL			OBSERVA- TIONS
	1865	1895	1913	
	francs.	francs.	francs.	
Charretier.	300 »	500 »	700 à 750	Nourri et logé
Manœuvre.	300 »	350 »	600 »	id.
Vacher (de 13 à 16 ans)	65 »	250 »	350 »	id.
Bergère	60 »	300 »	400 »	id.
Servante de ferme..	150 »	300 »	500 »	id.

Les salaires ont surtout haussé de 1865 à 1895 ; cette hausse s'explique par ce fait qu'en 1865, Saint-Florent était encore un pays excessivement pauvre. Ce n'est qu'à partir de cette dernière date que l'on commença à mettre en valeur les terres de la commune ; les salaires étaient alors dérisoires, mais dès que le pays fût devenu plus riche, les salaires s'élevèrent très rapidement.

De 1895 à 1913, c'est-à-dire en moins de vingt ans, ils ont continué à croître, malgré la crise agricole, et à l'heure actuelle ils ont une tendance très marquée à augmenter encore. Dans la même période on peut remarquer également que les salaires des servantes de ferme ont presque doublé ; cela tient à ce que, à l'heure actuelle, il est devenu presque impossible d'en trouver.

Pour les autres domestiques, la hausse a été beaucoup plus forte en réalité que ne l'indiquent les chiffres cités plus haut. En effet, les charretiers qui en 1895 touchaient 500 francs par an étaient des hommes de 30 à 35 ans, en pleine force de l'âge, sur lesquels l'on pouvait compter et

capables de fournir un travail sérieux et soutenu. Il n'en est plus de même aujourd'hui ; les charretiers qui gagnent 700 ou 750 francs sont, presque tous, des jeunes gens de 17 à 20 ans ; certains même n'ont pas 16 ans. Pour les bergères le même fait se reproduit. Celles qui gagnaient en 1895, 300 francs par an, étaient des femmes de 25 à 30 ans, qui connaissaient les soins à donner à leurs moutons, surtout au moment de la naissance des agneaux ; alors, que maintenant, les bergères payées 400 francs sont des fillettes de 13 à 15 ans, dont le rôle se borne à conduire les moutons au pâturage et à les ramener à la ferme.

Les domestiques de ferme se lèvent à cinq heures du matin, en été, sauf les charretiers qui, pour soigner leurs chevaux, sont obligés de se lever vers trois heures et demie ou quatre heures. Ils rentrent du travail vers onze heures et demie.

Après leur déjeuner ils ont droit à un repos d'une heure, appelé *mézienne*, puis ils repartent à une heure et demie ou deux heures et travaillent jusqu'à la nuit.

L'hiver, le lever n'a lieu qu'à sept heures.

Leur nourriture est saine et abondante. Ils font trois repas, par jour, et un goûter, du 1^{er} mai à la *bonne Dame* (15 août). Le premier déjeuner a lieu dès le lever ; il se compose habituellement de soupe grasse et de fromage ; parfois même il comprend de la viande froide restant de la veille. Le menu de midi et du soir est le suivant : soupe grasse, viande et légumes, fromage. Quant au

goûter il se compose le plus souvent, d'une trempée au vin et de fromage. La viande servie est, en général, du mois d'octobre au mois de juin, du porc, et du mois de juin au mois de septembre, du bœuf ; cette viande étant moins indigeste, l'été.

La consommation annuelle de viande de porc, dans une ferme, comprenant huit personnes, peut être évaluée à 1.000 kilogrammes.

Ils boivent du vin l'été pendant les gros travaux ; l'hiver ils boivent du cidre ou de la piquette. Il y a lieu de remarquer que dans beaucoup de fermes, les domestiques boivent du vin, toute l'année.

Les repas sont, le plus souvent, pris en commun, à la même table que les maîtres.

La nourriture ne laisse donc rien à désirer. Quelle différence avec autrefois où la viande de porc n'apparaissait sur la table que les dimanches et jours de fête. Le menu habituel n'était alors composé que de soupe maigre et de légumes ; le tout arrosé d'eau claire !

Bien nourris ils sont également bien logés. Les charretiers, obligés de rester pendant la nuit, dans l'écurie pour surveiller les chevaux, couchent non pas dans l'écurie même et sur la paille, comme autrefois, mais dans de véritables chambres, formées par des cloisons en planches, les séparant du reste de l'écurie, et sur de bons lits, très propres, dont les draps sont changés tous les mois, en hiver, et tous les vingt jours, en été.

Quant aux servantes et bergères elles sont logées dans les chambres de la ferme.

Le repos hebdomadaire est observé, autant que le permettent les travaux de la ferme. Les charretiers et valets chôment tous les dimanches, mais ils doivent soigner les animaux qui leur sont confiés. Dans les fermes où il existe plusieurs domestiques, ceux-ci s'entendent entr'eux et à tour de rôle restent à la ferme pour donner aux bêtes, les soins nécessaires. Ils chôment également les jours de Noël, de l'Ascension, du 15 août et du 14 juillet..

Enfin ils ont droit de disposer de deux jours par terme, pour leur permettre d'aller se louer. Les servantes et les bergères ne disposent, en général, que de l'après-midi du dimanche..

D'après les usages locaux les domestiques de ferme ne peuvent refuser de travailler, même les jours de chômage, pendant la fenaison ou la moisson, lorsqu'il y a nécessité de rentrer les foins ou récoltes, en vue d'en éviter l'avarie ou la perte.

La situation des domestiques de ferme est donc excellente, surtout si on la compare à celle des ouvriers agricoles, dont nous parlerons plus loin. Malgré cela, ils se font, tous les jours, de plus en plus rares.

L'on trouve encore des domestiques de 15 à 20 ans, mais, par contre, les domestiques âgés de plus de 23 ans n'existent pour ainsi dire plus. Quand les jeunes gens reviennent du régiment, ils abandonnent la terre pour

aller à la ville, ou bien, s'ils retournent au village, ils préfèrent devenir journaliers plutôt que domestiques.

Les servantes sont, de tous les domestiques, les plus difficiles à trouver. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que le travail d'une servante de ferme est des plus pénible. Levée avant tout le monde, l'été, à quatre heures, l'hiver, à six heures, pour préparer le repas des autres domestiques, accomplissant, toute la journée, les travaux les plus grossiers de la ferme, toujours la dernière couchée, ne disposant, enfin, que de l'après-midi du dimanche, pour se reposer, l'on comprend que, dans ces conditions, les jeunes filles de la campagne préfèrent, malgré les gages élevés qui leur sont donnés, apprendre au village le métier de couturière, ou bien aller servir comme domestiques à la ville voisine, où, si les gages sont moins élevés, le travail est beaucoup moins fatigant.

Le caractère des domestiques est, en général, désagréable. Ils obéissent difficilement, supportent mal les moindres observations, travaillent sans aucun goût et nécessitent une surveillance de tous les instants. Ils aimeraient mieux commander ou surveiller que travailler !

Ils passent la plus grande partie de leurs dimanches à jouer et à boire ; presque tous ont des dettes, malgré les salaires élevés qu'ils reçoivent actuellement.

L'on comprendra que, dans ces conditions, les rapports existant entre maîtres et domestiques soient peu cordiaux !

CHAPITRE VI

LES OUVRIERS AGRICOLES

L'on compte à Saint-Florent, une trentaine d'ouvriers agricoles.

Un ouvrier très travailleur et ayant une excellente conduite, gagne de 900 à 950 francs par an ; il convient d'y ajouter une somme de 200 à 250 francs que la femme peut rapporter à la maison, en allant en moisson et en journées.

Les salaires des ouvriers agricoles sont, presque toujours à la tâche, quelquefois en nature, exceptionnellement au temps. Le salaire à la tâche est surtout employé pour la fauchaison et la moisson.

Les prix pratiqués pour le fauchage sont, par hectare, les suivants :

Prairies naturelles 10 fr.

Prairies artificielles 8 fr.

Blé. 16 fr.

Avoine. 6 fr.

Mais pour le blé le faucheur est obligé d'avoir une ramasseuse, payée par lui, à raison de 3 francs par jour.

La ramasseuse fait les gerbes avec des liens fournis par le cultivateur et met les gerbes en moyettes.

Les faucheurs de prairies naturelles ou artificielles ne font que les couper ; le fanage, le ramassage et la mise en *meulons*, sont effectués par le fermier.

Les ouvriers agricoles pendant la fauchaison et la moisson gagnent de 4 à 5 francs par jour et nourris.

La nourriture qui leur est donnée est saine et abondante. Les trois repas, qu'ils prennent à la ferme, sont composés de soupe grasse, viande de porc ou de bœuf, légumes et fromage. Le goûter leur est apporté dans les champs, à quatre heures, il comprend une trempée au vin sucré, pain et fromage. Ils reçoivent un litre et demi de vin, par jour, pour les repas, mais le fermier ne leur donne aucune boisson, pendant leur travail.

Cette nourriture est estimée par les ouvriers, eux-mêmes, à la somme de 2 fr. 25 ; mais il y a lieu de remarquer que la viande de porc fournie par le fermier, coûte moins cher, à ce dernier, que si il se la procurait dans le commerce ; dans le cas où il l'achèterait, la nourriture de chaque ouvrier lui reviendrait à plus de 3 francs par jour.

L'ouvrier agricole est employé aux travaux de fauchaison et de moisson, une quarantaine de jours, par an et les femmes, comme ramasseuses, une vingtaine de journées. Elles sont alors payées à raison de 3 francs par jour et nourries.

L'ouvrier agricole de Saint-Florent est, avant tout, un ouvrier bûcheron. Il travaille dans les bois, du commencement de l'hiver au 24 juin. Il est payé à la tâche et en nature.

Il reçoit :

Six francs pour confectionner un cent de bourrées *parées* (bourrées faites avec les grosses branches des arbres).

Cinq francs pour un cent de bourrées *bâtardes*. (Ces bourrées comprennent les branches de moyenne grosseur.)

Quatre francs pour un cent de bourrées de charbon (ces bourrées sont faites avec les plus petites branches.)

Cinquante centimes à un franc, pour chaque arbre de futaie, abattu.

Dans les bois l'ouvrier agricole est aussi employé à creuser des fossés ; il est alors payé 0 fr. 10 à 0 fr. 20 du mètre courant, suivant la nature du sol.

Son salaire est en nature dans les travaux de *rasage* et *d'arrachis*. Le rasage consiste à couper la partie du bois laissée au-dessus du sol, lorsque l'on abat les taillis à la cognée. Cette partie du bois est appelée *recepts* ou *calotte*. La longueur de cette dernière varie suivant la nature pierreuse ou non, du terrain et la grosseur du bois.

Tout le bois de rasage appartient à l'ouvrier bûcheron. Il vend le stère six francs environ.

L'arrachis consiste dans l'arrachage des racines des arbres abattus ; les racines appartiennent au bûcheron et sont vendues par lui, quatre francs le stère.

D'après les usages locaux les ouvriers agricoles, qui travaillent au bois, ont encore droit aux épines noires ou blanches, houx, menus brins d'arbres fruitiers sauvages, impropres à la confection de charbonnette et à la plantation, enfin, le bois mort.

Il est également d'usage qu'ils emportent les outils en bois qui leur ont servi à abattre ou à façonner les bois, tels que : perches, crochets, chevalets, etc...

Le salaire moyen, journalier, qu'un ouvrier bûcheron peut gagner à Saint-Florent, ne dépasse pas 2 fr. 25.

Le salaire en nature est encore employé pour le battage de l'avoine au fléau.

Pour pouvoir donner du travail à l'ouvrier agricole, pendant les plus mauvais jours de l'hiver, les cultivateurs ont l'habitude de conserver, chaque année, une certaine quantité d'avoine, qu'ils font battre au fléau. Ils abandonnent à l'ouvrier le douzième sac battu. Ce sac d'avoine valant neuf francs et le temps nécessaire pour battre douze sacs étant habituellement de trois jours, le salaire obtenu est donc de trois francs par jour, non nourri ; salaire supérieur à celui qu'il gagne en travaillant au bois. Le nombre de journées qu'il peut faire ainsi est en moyenne de 60 par an.

Le salaire au temps n'est guère employé qu'au moment du battage à la machine : Le salaire payé est de 0 fr. 40 l'heure et nourri ; l'ouvrier reçoit en plus, deux litres de vin. La durée de la journée étant habituellement

de douze heures, le salaire journalier s'élève donc à 4 fr. 80.

L'ouvrier est ordinairement employé aux travaux de battage, le même temps qu'aux travaux de fauchaison et de moisson. Les femmes des ouvriers agricoles trouvent facilement à aller en journées dans les fermes, soit pour laver les lessives, soit pour remplacer les servantes, qui font si souvent défaut. Le nombre de journées qu'une femme peut faire ainsi, chaque année, est de 150 environ. Leur salaire est de 1 fr. 25 par jour et nourries. Grâce à ces gains elles peuvent augmenter d'une façon appréciable, les ressources du ménage. Mais beaucoup de ces femmes sont peu courageuses et préfèrent rester à la maison. Un grand nombre refusent même de faire la moisson, trouvant ce travail trop pénible.

Les ouvriers agricoles de Saint-Florent ont peu de chômage, car la contrée étant très boisée, ils trouvent facilement à s'employer l'hiver, comme bûcherons. Quand la pluie ou la neige les empêche d'aller travailler au bois, ils trouvent presque toujours à battre au fléau. Il faut néanmoins compter une soixantaine de jours de chômage, par an. Le journalier travaille douze heures pendant la belle saison et huit heures pendant l'hiver.

Les ouvriers agricoles n'ont pas une aussi bonne nourriture que les domestiques de ferme. Il ne mangent de la viande qu'à *trois* ou *quatre repas* par semaine, cette viande est presque toujours de la viande de porc. Le

reste du temps ils se nourrissent de soupe de légumes et de laitage. Ils boivent habituellement de l'eau aux repas ; le vin ne figure sur leur table que les dimanches et jours de fête, mais, tous les jours, après déjeuner, ils prennent du café.

Un ménage composé du mari, de la femme et de deux enfants, âgés de 5 à 8 ans, dépense annuellement 730 fr. environ pour sa nourriture ; c'est bien peu et il faut être une bonne ménagère pour parvenir à nourrir, même à la campagne, quatre personnes, avec deux francs par jour !

Les logements des ouvriers agricoles sont peu nombreux à Saint-Florent et par conséquent relativement chers : 100 à 120 francs par an. Ils se composent ordinairement d'une grande pièce et d'une petite chambre. Ces logements sains et bien aérés, sont suffisamment grands, car les journaliers ont rarement plus de deux enfants.

Autrefois les maisons étaient construites en bois et torchis, les pièces étaient petites, mal aérées et mal éclairées, le sol était fait de terre battue ; il n'en est plus de même aujourd'hui, car presque toutes les maisons sont construites en moellons ou en briques et couvertes en tuiles ou ardoises. Il reste encore quelques rares maisons en bois et torchis, mais elles tendent à disparaître.

L'ameublement est habituellement le suivant : un lit garni de rideaux, une maie pour y placer les aliments, une grande table en chêne, deux bancs, quelques chaises

et une horloge ; à la grosse poutre du plafond se trouve fixé un râtelier à pain.

Sur les murs, peints à la chaux, se trouvent de grossières images du Chef de l'Etat ou de scènes militaires, offertes en primes, par des journaux populaires, des chromos et des numéros enluminés de tirage au sort, des photographies dans des cadres de fausse écaille ; sur la commode se trouvent ordinairement des bibelots de mauvais goût, achetés dans les fêtes foraines.

La femme du journalier agricole est assez bonne ménagère ; la maison est bien tenue et toujours très propre, la grande pièce en particulier, est lavée tous les jours, à grande eau. Ces logements ne comprennent, la plupart du temps, ni cour, ni jardin, aussi les ouvriers agricoles de Saint-Florent ne peuvent avoir des vaches ou des porcs, ce qui augmenterait leurs ressources d'une façon appréciable.

Nous avons vu, précédemment, en parlant du régime de la propriété, que le village de Saint-Florent était entouré de grandes propriétés, toutes affermées, et qu'il était par suite impossible à l'ouvrier agricole de pouvoir acheter ou même louer le plus petit morceau de terre. De ce fait, il est obligé, — aussi extraordinaire que cela puisse paraître, au premier abord — d'acheter tous les légumes qui lui sont nécessaires, ce qui est, pour lui, une source de grosses dépenses, les légumes étant la base de son alimentation.

Cependant il y a lieu de remarquer que les journaliers s'entendent, assez souvent, avec les fermiers des propriétés voisines du bourg, pour remédier à cet état de choses. Voici comment ils procèdent habituellement : le fermier donne une pièce de terre, qu'il laboure et herse lui-même ; cette terre est ensuite divisée entre plusieurs journaliers qui y plantent des pommes de terre, dont ils fournissent la semence. Les journaliers donnent les façons nécessaires, le fermier les butte à la charrue. Quand elles sont arrivées à maturité les journaliers les arrachent et les mettent en sacs ; la récolte est alors divisée en deux parts égales, l'une pour le fermier et l'autre pour le journalier.

Le fermier y trouve son avantage, car ayant toujours trop de terres à cultiver et pas assez de main-d'œuvre, il récolte ainsi, à bon compte, les pommes de terre nécessaires à la ferme. Le journalier y a également son bénéfice puisqu'il se procure les pommes de terre, dont il a besoin, pour l'hiver.

L'ouvrier agricole dont les salaires sont surtout en nature, préfère, de beaucoup, donner son temps plutôt que son argent. Le temps qu'il emploie ainsi est d'ailleurs très court, les travaux les plus longs et les plus fatigants étant faits à la charrue, par le fermier. Il abandonne, il est vrai, la moitié de sa récolte, mais cet abandon ne représente, en fait, que le prix en nature de la location de la terre, et pour les mêmes raisons que précé-

demment le journalier préfère payer cette location en nature plutôt qu'en argent.

L'on peut dire qu'il y a là, entre l'ouvrier agricole et le fermier, un véritable contrat de métayage.

Il nous faut signaler, pour être complet, une petite industrie à domicile existant à Saint-Florent ainsi que dans de nombreux villages de l'arrondissement de Gien. Cette petite industrie consiste dans l'encartage de boutons en porcelaine, provenant de la manufacture Bapterosses, de Briare. Cette usine, très importante, a installé, dans chaque commune, un dépositaire auquel elle confie des boutons en vrac, du fil et des cartes. Ce dépositaire distribue boutons, fil et cartes, à des ouvrières : celles-ci emportent le tout chez elles et lui rapportent, huit jours après, les boutons encartés.

Ce travail est peu rémunérateur. Le cent de cartes est payé 1 fr. 60 en moyenne, mais l'ouvrière doit coudre sur chaque carte douze douzaines de boutons. C'est donc *14 400 boutons* à coudre pour cent cartes. Une ouvrière habile, en travaillant dix heures peut faire 50 cartes, soit un gain de 0 fr. 80 sur lequel il faut déduire 0 fr. 05 pour le fil employé, reste donc un gain de 0 fr. 75 par jour.

Ce salaire est, certes, peu élevé, mais il ne faut pas oublier qu'il n'est qu'un simple salaire d'appoint, particulièrement précieux à la campagne. Ce travail d'encartage est d'ailleurs très recherché, parce que les vieillards et les enfants peuvent le faire et qu'en outre il est

possible de s'y livrer dans les champs, en gardant les bestiaux.

Mais il est à craindre que cette petite industrie à domicile vienne à disparaître, car par suite de la concurrence, allemande surtout, la manufacture a de plus en plus tendance à livrer les boutons en vrac, dans des sacs, au lieu de les faire encarter. Les frais de main-d'œuvre sont ainsi, bien moins élevés.

Maintenant que nous connaissons, d'une part, tous les gains sur lesquels un journalier peut normalement compter, au cours d'une année et d'autres part toutes les dépenses auxquelles il doit faire face pour vivre, lui et sa famille, établissons son budget domestique.

Nous prendrons une famille de journaliers, composée du père, de la mère et de deux enfants âgés de 6 à 9 ans.

Recettes

SALAIRES DU MARI

Moisson, 40 journées à 5 fr..	200 »	}	943 25
Battage à la machine, 40 journées à 4.80	192 »		
Battage au fléau, 60 journées à 3 fr.	180 »		
Travail au bois, 165 journées à 2.25	371 25		

SALAIRES DE LA FEMME

Moisson, 20 journées à 3 fr..	60 »	}	247 50
Journées, 150 à 1.25.	187 50		

DIVERSES

Elevage de volailles (si le journalier dispose d'une cour)	60 »
Total des recettes	<u>1.250 75</u>

Dépenses

Nourriture	730 »
Chauffage	80 »
Impôts	6 50
Prestations	5 25
Assurance	3 »
Médecin, pharmacien (1)	50 »
Fournitures de classe (2)	30 »
Blanchissage	25 »
Eclairage	30 »
Vêtements	150 »
Dépenses imprévues	60 »
Total des dépenses	<u><u>1.169 75</u></u>

Le mari et la femme étant parfois nourris au dehors, il y a lieu de défalquer du total des dépenses, les repas qu'il ne prennent pas chez eux. L'on peut compter 80 journées pour le mari et 170 pour la femme. En évaluant la nourriture du mari à 0 fr. 75 et celle de la femme à 0 fr. 60, en arrive au chiffre de 162 francs qu'il y a lieu de déduire de la somme de 1169 fr. 75. Par suite le montant des dépenses est ramené à 1007 fr. 75.

(1) Il n'y a pas de médecin résidant à Saint-Florent ; le médecin le plus proche se trouve au chef-lieu de canton, à Sully-sur-Loire. Chaque visite coûte 10 fr.

(2) Ce chiffre qui pourrait paraître exagéré est cependant des plus exact.

Si nous comparons les recettes aux dépenses, nous voyons que l'ouvrier agricole de Saint-Florent, après avoir équilibré son budget, dispose encore d'une somme de 243 francs. Mais il est bien rare qu'il en soit ainsi. En effet, nous avons compté pour le mari et la femme le maximum de journées que chacun pouvait effectuer ; or, pour arriver à ce résultat il faudrait supposer que le mari et la femme n'ont pas manqué, dans l'année, une seule journée de travail possible. La femme, en particulier, ne peut faire ses 170 journées si elle a, un ou plusieurs enfants en bas âge.

En fait, à Saint-Florent, le ménage d'ouvriers le plus travailleur arrive difficilement à équilibrer son budget ; et si la femme n'est pas courageuse, économe et si le mari n'est pas des plus sobre, c'est la misère. Quant aux familles ayant plus de deux enfants, les gains ne pouvant croître et les dépenses, par contre, augmentant, elles doivent souvent, pour vivre, faire appel au Bureau de bienfaisance de la commune.

Le journalier de Saint-Florent n'est donc pas heureux ; malgré cela et contrairement à tant d'autres, mieux partagés que lui, il continue à entretenir les meilleurs rapports avec les propriétaires et les fermiers.

En 1912, un délégué du syndicat des bûcherons de la Nièvre et du Cher, vint faire une conférence aux ouvriers agricoles de Saint-Florent pour leur indiquer les avantages qu'ils pourraient obtenir en se syndiquant ; leur

donnant comme exemple les ouvriers bûcherons de son syndicat, qui, après plusieurs grèves successives, avaient vu passer leurs salaires de deux à cinq francs par jour. Ces arguments n'impressionnèrent nullement les ouvriers agricoles de Saint-Florent et ils refusèrent de se syndiquer.

Ils ont compris que s'ils se syndiquaient et demandaient une augmentation de salaires les grands propriétaires de la commune qui les font travailler, une partie de l'année, dans leurs bois, s'entendraient facilement entre eux, pour réduire l'emploi de la main-d'œuvre au minimum, en ne faisant plus couper, par exemple, les taillis que tous les douze ans, au lieu de tous les neuf ans ; que, par suite, le nombre de leurs journées de travail au bois se trouverait de beaucoup diminué et que l'augmentation ainsi obtenue ne viendrait pas, à beaucoup près, compenser les pertes de salaires résultant, pour eux, de journées de chômage, plus nombreuses.

Les propriétaires et les fermiers se sont efforcés, dans la mesure du possible, d'améliorer la situation de leurs ouvriers agricoles. Ils ont essayé notamment de réduire, au minimum, les journées de chômage, en faisant battre au fléau une partie de leur récolte d'avoine, alors qu'il eût été beaucoup moins coûteux, pour eux, de les faire battre entièrement à la machine.

En résumé l'on peut dire que la condition des ouvriers agricoles de Saint-Florent dont les gains atteignent, y

compris ceux de leur femme, 12 à 1300 francs par an, est loin d'être aussi avantageuse que celle d'un domestique de ferme, qui, nourri et logé, gagne de 700 à 750 francs par an, et cela pour lui seul, alors que l'ouvrier agricole est obligé de payer un loyer et de se nourrir lui, sa femme et ses enfants.

Malgré cela, ainsi que nous allons le voir, en parlant de l'exode rural, le nombre des ouvriers agricoles a moins diminué à Saint-Florent que celui des domestiques de ferme.

CHAPITRE VII

L'EXODE RURAL

Le phénomène de dépopulation que l'on constate actuellement dans presque toutes les campagnes de France, s'est également produit à Saint-Florent.

Mais ce phénomène est, ici du moins, d'origine récente, ainsi que le prouvent les chiffres suivants :

En 1860 la commune comptait 444 habitants, en 1896 : 627 et en 1906 : 603.

De 1860 à 1893, la population a donc augmenté de 183 habitants. Cette augmentation a pour cause, ainsi que nous l'avons déjà vu, l'enrichissement du pays, qui se produisit pendant cette période.

De 1896 à 1906, la population s'accroît encore de 12 habitants. En dix ans c'est bien peu, mais enfin il y a accroissement.

De 1906 à 1913, la population loin de s'accroître, comme dans la période précédente, a diminué de 36 habitants ; diminution importante pour une petite commune comme Saint-Florent, puisqu'elle représente une perte de six pour cent.

Le phénomène de dépopulation existe donc bien ainsi qu'il résulte des chiffres que nous venons de citer ; mais il est permis de se demander si ce phénomène de dépopulation provient de l'excédent des décès sur les naissances, ou bien de l'émigration vers les villes.

Or, si nous consultons les registres de l'état civil de Saint-Florent, pendant cette période de sept ans, nous voyons que la moyenne des naissances a été de 15 et celle des décès de 12. D'après ces chiffres la population aurait dû, non seulement ne pas diminuer, mais s'accroître de quelques unités. La dépopulation provient donc bien, ici du moins, de l'émigration des habitants vers les villes.

Après avoir constaté l'existence du phénomène il peut être intéressant de rechercher quelle est la partie de la population de Saint-Florent, qui émigre le plus.

Est-ce la population agricole active, composée des propriétaires faisant valoir directement, des fermiers, des domestiques de ferme et des ouvriers agricoles ou bien la population ne s'adonnant pas à la culture : fonctionnaires, commerçants, rentiers etc... ? Aucun doute n'est possible, l'émigration se produit uniquement, parmi les éléments composant la population agricole active ; et parmi ces éléments ce sont les ouvriers agricoles et surtout les domestiques de ferme qui abandonnent, le plus, leur village.

Par contre, l'on ne constate aucune diminution dans le nombre des rentiers, des fonctionnaires et des commer-

çants. Le nombre de ces derniers à même tendance à augmenter (1).

Les causes de cette émigration vers la ville sont nombreuses et variées ; les unes sont d'ordre économique, les autres d'ordre moral.

Les principales causes économiques que l'on cite habituellement quand on parle de l'exode rural, sont :

L'insuffisance des salaires agricoles, le chômage plus fréquent à la campagne qu'à la ville, le régime successoral et enfin les charges fiscales trop lourdes, qui grèvent notre agriculture.

Examinons-les rapidement et voyons si elles peuvent expliquer l'exode rural que nous voyons se produire à Saint-Florent.

Les domestiques de ferme et les ouvriers agricoles de notre région, ont vu, depuis ces dernières années surtout, leur salaire augmenter dans de notables proportions ; malgré cela il faut reconnaître que ces salaires sont encore inférieurs à ceux qu'ils peuvent gagner à la ville. Mais la vie est, tout compte fait, moins chère à la campagne qu'à la ville et si nos paysans réfléchissaient bien ils s'apercevraient vite que la différence n'est pas aussi considérable qu'elle le paraît, au premier abord.

Le chômage est encore considéré comme l'une des causes de l'exode rural, parce qu'il accentue encore la

(1) Pour une population de 603 habitants, l'on compte : 5 épiciers et 6 débitants de boissons.

différence existante entre le salaire agricole et le salaire industriel ; mais ce chômage qui se produit, en général, dans les campagnes pendant la mauvaise saison, n'existe pas à Saint-Florent, où l'ouvrier agricole trouve à s'occuper tout l'hiver, soit en allant travailler au bois s'il fait beau, soit en battant au fléau, s'il pleut ou s'il neige. Le chômage ne saurait donc être envisagé, ici du moins, comme une des causes économiques de l'émigration vers la ville.

Il en est de même du régime successoral institué par le Code civil — cette machine à hacher le sol — comme a pu l'appeler M. Deschanel. Ce régime peut être une cause de dépopulation là où existe la petite propriété, car l'on comprend qu'à la suite du partage du morceau de terre laissé par les parents, les enfants quittent le village, après avoir vendu les parcelles de terre leur revenant et qui sont insuffisantes pour leur permettre de vivre ; mais à Saint-Florent, pays de grande propriété, le régime successoral ne saurait être invoqué, actuellement du moins, comme une cause de l'exode rural. D'ailleurs, ce sont les gens, ne possédant rien, qui quittent le pays.

Quant aux charges fiscales elles ne sauraient davantage être mises en avant pour expliquer le phénomène de dépopulation que nous voyons se produire à Saint-Florent.

Certes elles sont des plus lourdes pour notre agriculture et d'après M. Klotz, lui-même, elles atteindraient,

en y comprenant les taxes de transmission, 41 0/0 du revenu agricole. L'on comprend que ces impôts qui absorbent une grande partie des revenus du propriétaire foncier, puissent dans une certaine mesure contribuer à la dépopulation de nos campagnes et inciter ceux qui en sont frappés à transformer leurs propriétés foncières, en valeurs mobilières, quitter la campagne et aller vivre à la ville. Mais, malgré la théorie de l'incidence de l'impôt, il semble difficile d'admettre que les charges fiscales puissent avoir une influence sur l'émigration des ouvriers agricoles et des domestiques de ferme.

De toutes les causes économiques invoquées pour expliquer le phénomène de la dépopulation de nos campagnes, une seule, l'infériorité des salaires agricoles par rapport aux salaires industriels, a eu une influence certaine sur l'émigration vers la ville, des domestiques de ferme et des ouvriers agricoles de Saint-Florent, mais elle ne suffirait pas, à elle seule, à expliquer le phénomène que nous venons de constater. D'autres causes, celles-là d'ordre moral, sont venues s'y ajouter, et ce sont elles, surtout, qui ont déterminé l'ouvrier agricole à délaisser la terre pour aller à la ville.

Au siècle dernier, l'économiste Adolphe Blanqui constatait déjà que : « le paysan attiré par le charme décevant
« de nos faubourgs, abandonne peu à peu, grâce à la
« facilité des communications, son village dépourvu des
« éléments de bien-être entassés dans les villes ».

Le paysan d'autrefois passait souvent sa vie entière, sans quitter son village, il n'en est plus de même aujourd'hui ; le jeune paysan n'hésite pas à aller à la ville, située parfois assez loin de son village. Il s'aperçoit bien vite que la vie est plus confortable à la ville ; il apprécie, surtout, les nombreuses distractions qu'il y rencontre : bal, cinémas, théâtres, cafés-concerts, etc... Parti en curieux, il revient avec la nostalgie de la ville. Il y retournera et s'il peut trouver une place, il abandonnera, sans trop de regrets, la terre qu'il l'a vu naître.

C'est surtout à la caserne que le paysan apprend à connaître les plaisirs de la ville, sans en voir les misères, puisqu'au régiment le pain lui est assuré. Aussi, une fois son service militaire terminé, l'ouvrier agricole ne rentrera pas au village ; c'est pour cette raison qu'il est devenu à peu près impossible de trouver, ainsi que nous l'avons déjà dit, des domestiques de ferme âgés de plus de 20 ans.

D'ailleurs il faut bien remarquer que l'exode rural n'est pas la seule cause de la diminution du nombre des domestiques de ferme, il faut tenir compte également d'un autre facteur, au moins aussi important et qui provient de la mentalité actuelle des jeunes gens de Saint-Florent. Quand ils reviennent du régiment ils préfèrent, s'ils ne quittent pas le village, travailler comme ouvrier agricole, plutôt que de se placer comme domestique de ferme. Ils se rendent pourtant très bien compte qu'ils seraient mieux payés et mieux nourris, comme domestiques, mais ils

préfèrent avoir une situation matérielle moins bonne et rester leurs maîtres.

Un motif encore beaucoup plus puissant que les séductions de la ville, engage le paysan à quitter ses champs et ses bois : c'est le désir de trouver une situation qui lui permettra d'avoir, plus tard, une retraite ; il en comprend d'autant mieux les avantages qu'il a vu, bien souvent, autour de lui, des vieillards ne pouvant plus travailler, réduits à la mendicité, ou, ce qui ne vaut guère mieux, obligés d'aller vivre chez leurs enfants.

Un jeune soldat nous disait : sur dix camarades de ma compagnie, originaires comme moi de la campagne et qui étaient libérables, huit ont choisi des *professions à retraites* et sont allés à la ville ; deux seulement, fils de propriétaires, d'ailleurs, sont retournés au village.

Parmi les professions comportant une retraite, les plus recherchées sont, sans contredit, celles offertes par les compagnies de chemin de fer. Il ne faut pas oublier que le réseau français emploie une armée d'environ 400.000 hommes, dont le contingent le plus important est fourni par les habitants de la campagne.

Un député nous disait recevoir, tous les jours, de 12 à 15 lettres de jeunes gens sollicitant son appui pour entrer comme employés dans les chemins de fer. Sur ces 12 ou 15 lettres, plus des trois quarts émanent de jeunes paysans.

Les parents se font les complices de leurs enfants ; ils les poussent à émigrer vers la ville. Ayant, volontaire-

ment, peu d'enfants, ils entendent que ces derniers aient une situation supérieure à la leur, ils ne veulent pas surtout qu'ils restent des paysans, comme eux.

Si à l'école primaire l'enfant s'est montré tant soit peu intelligent et travailleur, ils estiment qu'il peut mieux faire que de rester avec eux à cultiver la terre et si leurs moyens le permettent et même au prix des plus grandes privations, ils lui feront continuer ses études pour qu'il arrive petit fonctionnaire. Si l'enfant est moins intelligent ou si leurs ressources ne leur permettent pas de lui faire continuer ses études, ils le mettront en apprentissage ou l'aideront à s'établir au village comme petit commerçant.

Si les jeunes gens quittent les campagnes, les jeunes filles les désertent encore beaucoup plus. Il faut reconnaître que la condition de la femme est excessivement dure à la campagne ; qu'elle soit servante de ferme ou même fermière. Levée avant tout le monde, se livrant, toute la journée aux travaux les plus pénibles et les plus grossiers ; ne connaissant ni fêtes ni dimanches, on comprend que la femme ait encore plus de raisons que l'homme, de désertier nos campagnes. Les jeunes filles préfèrent aller à la ville, se placer comme domestiques, que de rester à la campagne, comme servantes de ferme. Celles mêmes qui restent au village abandonnent la culture et s'établissent comme couturières (1) ou lingères.

(1) A Saint-Florent, pour une population de 603 habitants, l'on compte sept couturières !

Les jeunes gens qui ne quittent pas le village, trouvent, maintenant, difficilement des jeunes filles consentant à se marier avec eux. Elles préfèrent épouser un petit fonctionnaire, un petit artisan ou un commerçant de leur village. Des fils de cultivateurs, possédant même une certaine aisance, éprouvent les plus grandes difficultés à se marier.

L'on peut dire, sans aucune exagération, que la mentalité actuelle des jeunes filles de nos campagnes est certainement l'une des principales causes de l'exode rural.

Le phénomène de dépopulation n'a pas encore atteint à Saint-Florent, le même degré d'acuité que dans certaines régions ; mais il est à craindre qu'il prenne bientôt de plus vastes proportions.

Le régime de la grande propriété, qui existe ici, ne fera qu'accélérer l'émigration des paysans vers les villes, car si le petit propriétaire hésite, souvent bien longtemps, avant de quitter son village, après avoir vendu le bien qui lui a été légué par ses parents, il n'en est pas de même de l'ouvrier agricole, qu'aucun lien n'attache au sol.

Le machinisme et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère sont, habituellement, les deux moyens employés pour remédier à la crise de main-d'œuvre résultant de l'exode rural. Les fermiers de Saint-Florent n'ont pas encore eu besoin de faire appel à la main-d'œuvre étrangère, l'emploi seul du machinisme a suffi, jusqu'ici, pour remédier à cette crise.

Il est d'ailleurs à remarquer que le machinisme s'est développé, ici, au fur et à mesure que la main d'œuvre se faisait de plus en plus rare.

En 1906 il n'existait pas dans la commune une seule faucheuse mécanique ou moissonneuse-lieuse ; par contre, en 1912 l'on comptait 12 faucheuses, 6 moissonneuses-lieuses et une machine à battre, à vapeur. Or, cette période de 1906 à 1913 est justement celle où, pour la première fois, le phénomène de dépopulation s'est fait sentir à Saint-Florent.

Les machines agricoles n'ont apparu ici que le jour où la main-d'œuvre a commencé à faire défaut. Le machinisme est d'ailleurs appelé à se développer à Saint-Florent, tant à cause de la nature du terrain que par suite du régime de la propriété. L'extension du machinisme ne deviendra-t-elle pas une nouvelle cause de dépopulation pour la commune ? Il ne le semble pas, car la machine n'apparaît dans l'agriculture que là où la main-d'œuvre fait défaut, alors que, souvent, dans l'industrie la machine chasse l'ouvrier. L'on peut dire que dans l'agriculture l'emploi du machinisme est non la cause mais bien la conséquence de l'émigration des ouvriers agricoles, vers la ville.

Cependant il est juste de reconnaître que parmi les machines agricoles, il en est une : la machine à battre qui sans causer directement l'exode rural a pu cependant contribuer à le rendre plus rapide.

En effet depuis son invention l'ouvrier agricole a vu ses journées de chômage augmenter pendant la morte saison. Ce chômage en accentuant encore davantage la différence qui existait entre le salaire agricole et le salaire industriel a contribué à rendre plus rapide l'exode rural.

Les propriétaires et les fermiers de Saint-Florent ont parfaitement compris que pour diminuer, autant que faire se pouvait, l'émigration des ouvriers agricoles vers les villes, il fallait réduire au minimum le nombre des journées de chômage, pendant la mauvaise saison ; aussi, pour y arriver, ils ont continué, comme par le passé, à faire battre au fléau une certaine partie de leur récoltes.

Le machinisme, ainsi que nous venons de le voir, peut, dans une certaine mesure, atténuer la crise de main-d'œuvre résultant de la diminution du nombre des ouvriers agricoles, mais son emploi est d'une efficacité beaucoup moins grande pour remédier à la crise de main-d'œuvre résultant de la diminution du nombre des domestiques de ferme.

L'emploi de la machine à l'intérieur de la ferme ne saurait d'ailleurs être efficace que dans une agriculture beaucoup plus industrialisée que la nôtre. Aucune ferme de Saint-Florent ou des communes voisines ne possède l'électricité, alors qu'en Alsace-Lorraine et en Allemagne, les fermes qui ne l'ont pas, sont l'exception. Grâce à une force motrice d'un prix toujours très peu élevé, le machi-

nisme à l'intérieur de la ferme peut, alors, permettre de diminuer le nombre des domestiques.

Malgré cela beaucoup de travaux de l'intérieur de la ferme ne peuvent être exécutés en se servant de machines. Il faudra toujours du personnel pour soigner les bêtes, traire les vaches, conduire les bêtes aux champs. Aussi le seul moyen, vraiment efficace, pour remédier à la pénurie actuelle de domestiques de ferme consiste-t-il à faire appel à la main-d'œuvre étrangère.

Les fermiers de Saint-Florent ne se sont pas encore servis, jusqu'ici, de la main-d'œuvre étrangère, mais ils y seront obligés si l'émigration, vers la ville, des ouvriers agricoles et plus particulièrement des domestiques de ferme, s'accroît. Or, tout porte malheureusement à croire que la désertion des campagnes ne s'arrêtera pas.

L'industrie continuera, sur le marché du travail, la terrible concurrence qu'elle fait à l'agriculture et il semble difficile que cette dernière puisse lutter victorieusement contre elle.

Demandera-t-on à l'Etat d'intervenir pour empêcher le paysan de quitter son village, pour aller travailler à l'usine ?

Cette intervention de l'Etat, qui choque, au premier abord, comme une grave atteinte portée à la liberté individuelle, a pourtant été réclamée en Allemagne, dans l'intérêt même des ouvriers agricoles, par la ligue des agriculteurs (Bund der Landwirthe).

« Il arrive fréquemment, dit le petit A. B. C. électoral
« de la ligue, qu'un travailleur de la campagne quitte son
« service rude, mais sain, et aille s'établir à la ville pour
« y vivre en liberté et y pouvoir jouir des plaisirs de la
« ville. Mais, au lieu de cela il y trouve bientôt le chô-
« mage, un logis malsain, la faim et la misère. Il est donc
« nécessaire, *dans l'intérêt même des travailleurs des*
« *champs*, de supprimer les excès de liberté d'établis-
« ment ; il faudrait qu'une disposition de loi rendit très
« difficile aux jeunes gens, jusqu'à un certain âge, jus-
« qu'à ce qu'ils eussent assez d'expérience et de jugement
« jusqu'à dix-sept ou dix-huit ans, l'abandon de la cam-
« pagne ; il faudrait qu'une autre disposition obligeât le
« travailleur des champs, qui veut aller s'établir à la ville,
« à démontrer qu'il possède, pour un certain temps, des
« ressources suffisantes pour se procurer à la ville un
« logis sain et une nourriture suffisante ».

De pareils projets de loi seraient voués en France, à un échec certain ; l'on y aime trop la liberté individuelle pour en arriver à de semblables moyens de coercition. Si nous avons supprimé, en 1890, le livret obligatoire de l'ouvrier, ce n'est pas pour rétablir, maintenant, une mesure analogue, qui entraverait la liberté individuelle de l'ouvrier agricole.

Pour lutter efficacement contre la désertion des campagnes il faudrait d'abord augmenter les salaires agricoles de manière à ce qu'ils soient aussi élevés que les salaires

industriels, ce qui n'est guère possible et ensuite changer la mentalité actuelle des jeunes gens et surtout celle des jeunes filles de nos campagnes. Cette dernière tâche est bien ardue et semble vouée d'avance à un échec certain.

D'ailleurs, si l'on remonte à travers les siècles et si l'on regarde ce qui s'est passé, chez tous les peuples, l'on se rend compte que la désertion des campagnes croît, en général, avec le développement industriel et le degré de civilisation du pays. C'est donc là un fait contre lequel il semble impossible de pouvoir lutter d'une façon efficace. Mais nous sommes, aujourd'hui, plus favorisés qu'autrefois et grâce au perfectionnement du machinisme agricole et à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, rendu pour nous beaucoup plus aisé, par la facilité et l'abaissement du coût des moyens de transport, il est à espérer que notre agriculture pourra encore vivre et prospérer, même si, comme tout malheureusement, permet de le supposer, les paysans continuent de plus en plus à désertir nos campagnes.

CHAPITRE VIII

ASSURANCES. ASSOCIATIONS AGRICOLES. RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

Le paysan de Saint-Florent n'est pas encore acquis aux idées d'association, de mutualité et de prévoyance. Cependant il n'a pas été sans comprendre l'utilité que présentait pour lui les assurances.

Tous les cultivateurs de Saint-Florent, sont assurés contre l'incendie, par contre tous ne le sont pas contre la grêle, malgré le taux des primes relativement peu élevées (1 0/0 pour le blé et 1 fr. 30 0/0 pour les menus grains). Ils se montrent ainsi des plus imprévoyants, car ils risquent de voir, en quelques minutes, leurs récoltes complètement anéanties et de se trouver presque entièrement ruinés.

Bien que n'étant pas assujettis à la loi du 9 avril 1898, les cultivateurs ont, néanmoins, le plus grand intérêt à s'assurer pour éviter les responsabilités qu'ils peuvent encourir, en vertu du droit commun, soit à la suite

d'accidents survenus à leurs domestiques et ouvriers agricoles, soit à la suite d'accidents causés à des tiers.

La plupart des propriétaires et fermiers de Saint-Florent sont assurés à la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Agriculteurs de France, à laquelle s'était affilié, dès le mois d'août 1899, le syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Gien.

La Caisse syndicale qui, en 1900, ne comptait que 960 sociétaires avec 24.583 francs de réserves et un encaissement de 49.931 francs, comptait, tout récemment plus de 12.000 sociétaires avec 550.000 francs de réserves et un encaissement de 660.000 francs.

La prime demandée par la Caisse syndicale est pour la culture courante de 0 fr. 60 par hectare, alors que celle prise par les grandes compagnies d'assurance à prime fixe, atteint 0 fr. 80.

Les fermiers et les propriétaires de Saint-Florent se sont bien gardés d'user de la loi du 18 juillet 1907 qui leur permettait, par une simple déclaration à la Mairie, de se placer sous régime de la loi du 9 avril 1898, pour tous les accidents qui surviendraient à leurs domestiques ou ouvriers agricoles par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

Comme presque tous nos ruraux, ils sont hostiles à tout projet de loi ayant pour but d'étendre à l'agriculture la théorie du risque professionnel ; mais ils sont surtout opposés à une loi qui appliquerait, purement et simple-

ment, les dispositions de celle du 9 avril 1898, aux exploitations agricoles.

Pour justifier la nécessité d'une loi spéciale aux accidents du travail agricole, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire, ici, les principaux arguments qui en ont été donnés par M. Vimont, de la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Agriculteurs de France, dans sa brochure sur les accidents du travail agricole :

« Il est inadmissible qu'une loi faite exclusivement pour
« les industriels et les commerçants, convienne également
« à l'agriculture. Alors que dans l'industrie la responsa-
« bilité patronale est nécessairement limitée aux heures
« de travail, en dehors desquelles l'ouvrier est sans aucun
« rapport avec son patron, dans l'agriculture, au con-
« traire, les employés sont en réalité, jour et nuit, à sa
« disposition, prenant leurs repas chez lui et couchant
« sous son toit.

« De plus, le patron industriel, en raison même de la
« limitation de la durée du concours de ses ouvriers et de
« la concentration du travail, soit dans son usine, soit sur
« un chantier déterminé, peut exercer, en fait, une sur-
« veillance constante et efficace et une direction réelle et
« continue ; exercer et imposer, en un mot, son autorité,
« source de sa responsabilité. Il suffit d'avoir visité une
« exploitation agricole pour se rendre compte qu'en
« raison, tant de son étendue que de la diversité et de la
« multiplicité des travaux que de la variété des saisons,

« de la température et des besoins imposés chaque jour,
« et pour ainsi dire, à toute heure, il en va tout autrement
« dans l'agriculture. Le cultivateur le plus actif qui, d'ail-
« leurs, se trouve souvent dans l'obligation d'être le
« premier de ses ouvriers ne peut, en fait, exercer aucune
« surveillance utile et sa direction se borne nécessaire-
« ment à indiquer chaque matin, à chacun de ses colla-
« borateurs, la tâche de la journée.

« Enfin, par suite de la division et de la spécialisation
« du travail dans l'industrie, l'ouvrier dont la fonction se
« borne à répéter presque automatiquement les mêmes
« gestes, en présence du même danger, en arrive néces-
« sairement à se familiariser avec lui et à courir ainsi le
« risque professionnel que l'intensité même de son travail
« rend particulièrement grave.

« L'ouvrier agricole, s'il travaille plus longtemps est
« bien rarement surmené ; il suit le pas lent de son
« cheval ou de ses bœufs, change de besogne avec les
« saisons, le temps et les nécessités du jour ; successive-
« ment, il laboure, herse, fauche, bat le grain, conduit
« une voiture, abat une haie, nettoie un fossé ou rem-
« place une tuile emportée par le vent.

« Pour toutes ces raisons il paraît équitable que le
« risque professionnel agricole soit défini spécialement
« ou que du moins les accidents donnant lieu à réparation
« soient plus nettement déterminés.

« D'autre part il est certain que les indemnités prévues

« par la loi du 9 avril 1898 constitueraient pour l'im-
« mense majorité des cultivateurs et surtout des petits,
« une charge écrasante, dépassant de beaucoup leurs
« facultés; mais en raison même du bon marché de la vie
« à la campagne, ces indemnités ne sont assurément pas
« proportionnées aux besoins légitimes auxquels elles sont
« destinées. »

Sans vouloir, ici, analyser ou entrer dans la discussion des différents projets de lois sur les accidents agricoles, l'on peut dire que le vote d'un projet de loi étendant purement et simplement la loi du 9 avril 1898 aux accidents agricoles imposerait une nouvelle et lourde charge à notre agriculture; charge que l'on a pu évaluer à trois francs par hectare, pour les terres de culture courante.

Par contre, une loi spéciale sur les accidents agricoles tenant compte des desiderata du monde agricole, desiderata qui ont été exprimés en particulier par la société des agriculteurs de France, dans sa session générale de 1907, trouverait un meilleur accueil auprès de nos cultivateurs bien que leur imposant encore d'assez lourds sacrifices.

Les propriétaires et les fermiers de Saint-Florent ne s'assurent pas, en général, contre la mortalité du bétail; ils considèrent, en effet, que les primes demandées sont trop élevées.

Le syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Gien a fondé, en 1900, une *Caisse de Secours* contre la

mortalité du bétail. La Caisse n'assure que l'espèce bovine.

Tout membre du syndicat, propriétaire ou locataire de bêtes à cornes peut verser une cotisation annuelle dont il fixe lui-même le chiffre, mais qui ne doit pas être inférieure à deux francs par exploitation ; s'il a du bétail dans plusieurs exploitations, il doit faire un versement distinct pour chacune.

Ne donne droit à aucun recours, la perte :

1° Des animaux âgés de moins de six mois.

2° Des animaux appartenant à des marchands de bestiaux.

3° Des animaux qui bien que n'appartenant pas à des patentés seraient notoirement l'objet d'un trafic journalier.

4° Des animaux pour lesquels la cotisation a été versée depuis moins de quinze jours. Ce délai commençant à courir à partir du lendemain du versement.

Les membres du Syndicat peuvent faire des versements à la Caisse de secours, à toute époque de l'année, mais les versements, quelle que soit leur date, forment la masse qui est liquidée, tous les ans, au 31 octobre.

En cas d'une perte de bétail par maladie, par abattage légal ou par accident, le propriétaire la fait constater dans les 48 heures par deux membres de la Caisse de secours et à défaut par deux personnes honorables, qui en estiment la valeur ; s'ils sont en désaccord avec lui, les parties désignent un tiers expert pour les départager.

L'abatage légal comprend, non seulement, l'abatage ordonné par l'Administration, mais aussi celui qui est conseillé par le certificat d'un vétérinaire, ou à défaut et en cas d'urgence, par deux personnes honorables, avec ou sans permission de vendre la viande. Muni de ce certificat le syndiqué peut, s'il y trouve avantage, vendre la bête, encore vivante, sous condition d'abatage dans la huitaine. La déclaration de perte est faite en double exemplaire dont un est, de suite, envoyé au bureau du Syndicat ; elle est signée par le sinistré et par les experts qui constatent le nombre de têtes de bêtes à cornes âgées de plus de six mois existant dans l'exploitation au moment du sinistre et les soins donnés par le vétérinaire, s'il a été appelé.

La déclaration doit estimer également la valeur de la dépouille de l'animal mort, et la valeur de la viande ou de la bête, quand elle aura pu être vendue.

Les sommes revenant ainsi au sinistré sont défalquées de la valeur de la bête, de même que les secours provenant de l'Etat, du Département ou de toute autre source.

Le chiffre de la perte nette ne sert pas à évaluer l'indemnité, mais seulement à calculer le maximum qu'elle ne doit pas dépasser, soit 80 0/0 de la perte nette.

A la fin de l'exercice le bureau du Syndicat règle les sinistres. L'on commence par déduire du total de la façon suivante :

1° Les frais généraux occasionnés par la Caisse.

2° Une somme de 5 0/0 pour former un fonds de réserve en vue d'années calamiteuses. Le surplus des versements est réparti entre les sinistrés proportionnellement à la somme que chacun d'eux a versée sur chacune de ses têtes de bétail existant au moment du sinistre.

Par exemple, si un syndiqué a versé dix francs et qu'au moment du sinistre il possède cinq vaches, y compris l'animal mort, la répartition doit être calculée sur le chiffre de deux francs.

S'il y a plusieurs sinistres successifs ce chiffre de répartition est toujours obtenu en divisant le versement par le nombre moyen des animaux existant lors des différents sinistres.

En aucun cas le sinistré ne reçoit plus de 80 0/0 de la perte nette ; il reste ainsi, pour une partie, son propre assureur.

Cette caisse de secours qui pourrait rendre de grands services à nos cultivateurs n'a eu, jusqu'ici, que peu d'adhérents.

Il nous faut, maintenant, pour être complet, dire quelques mots du Comité central de Sologne et du Syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Gien. Ces deux organismes ont rendu trop de services à la commune de Saint-Florent pour pouvoir être passés sous silence.

Le Comité central agricole de la Sologne fut créé le 25 juin 1859, par un décret du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics. Il était composé :

1° De tous les présidents et vices-présidents des Comices ou présidents de section des Comices compris dans la circonscription de la Sologne.

2° De tous les agriculteurs et savants distingués que le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, jugerait utile d'y appeler.

Ce décret portait que le Comité central serait l'interprète de la Sologne, auprès du Gouvernement, et serait chargé, lorsque le Ministère le consulterait, de lui donner des renseignements sur l'état, les ressources et les besoins de la contrée, et sur les moyens les plus utiles pour faciliter ses améliorations. Le siège du Comité était établi à Lamotte-Beuvron.

A la même époque le Gouvernement créait à l'Administration des Ponts et Chaussées, un service spécial de la Sologne, qui rendit les plus grands services à la contrée ; elle lui doit, en particulier, l'exécution des routes agricoles qui ont le plus contribué au relèvement de la Sologne.

Ce service des Ponts et Chaussées cessa de fonctionner dès que les grands travaux entrepris dans toute la Sologne furent, en partie, achevés ; mais le Comité a continué sa tâche, à partir de 1878, comme association libre, et sans arrêt, depuis ce jour il a travaillé à la prospérité de la Sologne.

Le cadre de cette étude ne nous permet malheureusement pas de décrire, en détail, l'œuvre accomplie par le

Comité central de Sologne, nous nous contenterons de signaler l'intervention bienfaisante de ce dernier, dans la création des routes agricoles, des chemins de fer ainsi que la part active prise par lui dans l'assainissement du pays en faisant dessécher les marécages et drainer les terres. Enfin il ne faut pas oublier que le Comité a toujours donné tous ses soins à l'étude des différentes questions économiques ou agricoles pouvant intéresser plus particulièrement la Sologne.

L'on peut dire, qu'en moins de cinquante ans, le Comité a pu régénérer et transformer toute une contrée de 500.000 hectares, grande comme un département entier, et rendre à la France, un pays qui jusque-là n'avait été compté pour rien et qui était même devenu un objet de mépris.

Le Syndicat des Agriculteurs de l'arrondissement de Gien, sans avoir un rayon d'action aussi étendu que le Comité central de Sologne, a contribué également à la prospérité économique de la région.

Fondé le 20 février 1886 il avait pour but l'achat en commun pour ses membres, des matières premières utiles à l'agriculture et la défense des intérêts agricoles.

A son début le nombre de ses membres n'était que de vingt ; il en compte, à l'heure actuelle plus de 1500.

La cotisation annuelle réclamée à chacun de ses adhérents est de deux francs. Les membres du syndicat reçoivent gratuitement une revue mensuelle traitant toutes les questions pouvant intéresser les agriculteurs.

Au début, le syndicat ne vendait à ses adhérents que des engrais, outils agricoles et semences, mais il ne tarda pas à étendre ses opérations en vendant au détail certaines denrées alimentaires.

Après l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 1908, confirmant celui rendu par la Cour d'appel de Nancy, le 27 novembre 1907, le Syndicat, pour s'éviter tout ennui, fonda une coopérative de consommation sous le nom de Société coopérative des syndicats agricoles et viticoles de l'arrondissement de Gien.

Depuis sa création elle n'a cessé d'étendre ses opérations; elle vend maintenant des engrais, des graines, des machines, des outils, des graisses, du pétrole, de l'essence, du charbon pour locomobiles, des articles de cave, du savon, de l'huile, des conserves, du sucre, du café, du chocolat, etc, etc...

Des dépôts de marchandises ont été créés dans les principales communes de l'arrondissement, pour permettre aux cultivateurs de pouvoir acheter sur place tout ce qui peut leur être nécessaire.

En 1912, la coopérative a vendu pour plus de 200.000 fr. de marchandises, alors que le chiffre d'affaires du syndicat en 1900 n'était que de 80.000 francs.

La coopérative a alloué en 1912 une ristourne de 1 fr. 50 0/0 sur le montant des achats effectués par ses membres, au cours de l'année.

A côté du syndicat fonctionne depuis 1838, le Comice

agricole de l'arrondissement de Gien. A sa tête se trouvent les principaux membres du bureau du syndicat. Le Comice agricole reçoit, chaque année, une subvention de 200 francs de l'Etat et une de 600 francs du Département.

Il organise tous les ans, dans un des chefs-lieux de canton de l'arrondissement de Gien, suivant un ordre établi à l'avance, une exposition concours où sont distribués plus de 4.000 francs de prix.

Le fermiers de Saint-Florent y prennent toujours une part active et ils parviennent même, parfois, à en remporter les premiers prix. Ces récompenses prouvent les progrès de la culture en Sologne, l'intelligence et le travail persévérant des propriétaires et des cultivateurs de Saint-Florent qui parviennent à lutter, souvent victorieusement, contre des concurrents exploitant des terres bien meilleures que les leurs.

Il nous reste à indiquer, avant de terminer cette étude, l'accueil qui a été fait à la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

On pourrait croire, au premier abord, que cette loi a eu le plus grand succès auprès de gens si désireux, ainsi que nous l'avons vu en parlant de l'exode rural, de se créer une retraite pour leurs vieux jours. Il n'en est rien et l'on peut dire que cette loi est restée lettre morte, jusqu'à ce jour.

A Saint-Florent, seuls, quatre ou cinq ouvriers agricoles âgés et sur le point de bénéficier de la loi, en ce

qu'elle a de plus avantageux, ont consenti à opérer les versements exigés.

Les ouvriers agricoles ne saisissent pas bien cette loi, qu'ils trouvent trop compliquée ; ils estiment en outre que le système employé pour constater les versements est défectueux. Ils craignent, notamment, de perdre les cartes sur lesquelles doivent être collés les timbres représentant les versements opérés.

Ils sont unanimes à considérer comme un nouvel impôt le prélèvement de neuf francs par an fait sur leurs salaires.

Il y a lieu de remarquer, d'ailleurs, qu'un prélèvement de neuf francs par an sur le salaire d'un ouvrier agricole est une charge beaucoup plus lourde pour son budget que pour celui d'un ouvrier d'usine.

L'ouvrier agricole gagne moins que ce dernier et bien souvent son salaire est payé non pas en argent, mais en nature.

Le paysan Solognot est très méfiant, et il ne consentira à s'assurer que le jour où il aura bien compris tout l'intérêt que cette loi peut présenter pour lui.

APPENDICE

BAIL A MOITIÉ FRUITS d'un domaine de 215 hectares.

Pardevant M^e... notaire à Sully-sur-Loire (Loiret)
Soussigné.

A comparu :

M. A... propriétaire demeurant à Saint-Florent-le-Jeune.

Lequel a, par ces présentes, donné à titre de bail à moitié de toutes espèces de grains, fruits et revenus, tant naturels qu'industriels, pour neuf années entières, et consécutives, qui commenceront à courir le 1^{er} novembre prochain (1907) pour finir à pareille époque de l'année 1916.

Et M. B... cultivateur et Mme C... son épouse, qu'il autorise, demeurant ensemble à Saint-Florent-le-Jeune.

Preneurs conjoints et solidaires ici présents et qui acceptent.

Désignation.

Le domaine de..... avec ses aisances et dépendances,

situés commune de Saint-Florent-le-Jeune, consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, cours, jardin, prés, terres et pâtures, tel qu'il est exploité actuellement par les époux D...

Réserves.

Le bailleur ne comprend point au présent bail et réserve, au contraire, expressément :

I^{er} Tous les bois quels qu'ils soient, taillis, grands arbres épars ou en masse, trognards et pinières.

II^e Le droit de couper ou arracher ces arbres et trognards; de combler les fossés qui ne remplissent pas les conditions d'alignement d'assainissement ou d'irrigation voulues.

III^e Le droit de faire tel échange qu'il lui conviendra, pourvu que les intérêts des preneurs ne soient pas compromis.

IV^e L'étang.

V^e La chasse.

Charges, clauses et conditions.

Le présent bail est fait aux charges, clauses et conditions suivantes que les preneurs s'obligent solidairement entre eux d'exécuter et accomplir.

1^o *Résidence.* — Les preneurs seront tenus d'habiter par eux-mêmes le domaine de... Ils ne pourront céder leurs droits au présent bail sans la permission expresse et par écrit du bailleur.

2^o *Exploitation.* — Ils feront valoir les dépendances du

domaine en bon père de famille et en métayers de bonne foi.

Ils devront se munir du matériel et du mobilier nécessaires à la culture.

Les assolements du domaine seront déterminés par les intéressés, bailleur et preneurs, sur le pied de 25 hectares de gros grains, dont les chaumes seront ensemencés en menus grains dans lesquels il sera semé des prairies artificielles désignées par le bailleur.

L'année de leur sortie, les preneurs seront tenus d'enterrer à la herse les graines que leur successeur sèmera dans les Mars.

Si, à la fin du bail, il existait sur le domaine des luzernes et sainfoins, ils ne pourraient être détruits qu'avec le consentement du bailleur.

Pour aider à nourrir les bestiaux de la communauté, les preneurs feront annuellement trois à quatre hectares de betteraves, choux-raves, carottes, un hectare et demi de navets, dans lesquels ils sèmeront du trèfle incarnat.

Comme ils trouveront à leur entrée à la ferme la quantité de racines énoncées ci-dessus plantées par eux dans des terres cultivées et fumées par les époux D... ils seront tenus de cultiver et bien fumer l'année de leur sortie.

1° Trois hectares cinquante ares de terres destinées à recevoir les betteraves, choux-raves et carottes que leur successeur devra planter et biner à ses frais comme ils feront eux-mêmes cette année.

2° Un hectare 50 ares de terre pour recevoir des navets et ce, dans les parties de terre désignées un an à l'avance par le bailleur.

Ils pourront faire annuellement deux hectares de pommes de terre qui, à l'exception de l'année de leur sortie devront être consommées dans le lieu.

3° *Matériaux*. — Ils feront, sans indemnité, l'approche à pied d'œuvre, des matériaux nécessaires aux grosses et menues réparations de tous les bâtiments qui existent.

4° *Haies, fossés, chauffage*. — Ils entretiendront en bon état, les haies et fossés entourant les héritages dont ils auront la jouissance, empêcheront les bestiaux d'en manger le bois.

Ils auront pour leur chauffage le bois des haies, les chevelures des trognards et l'aulnière qui limite les dépendances de... Ils les couperont tous les neuf ans et par neuvième, autant que possible et respecteront les réserves qui existent, et celles qu'il plaira au bailleur de créer.

A chaque coupe, les fossés seront élevés et bouchés.

En sus, le bailleur leur fournira mille bourrées de pin dont ils paieront la façon.

Ils n'auront pas le droit de vendre du bois ni d'en emporter, mais les façons de celui qu'ils laisseront leur seront remboursées.

5° *Anticipations, dégradations*. — Ils veilleront à la conservation des héritages affermés, et seront tenus, sous

peine d'être responsables, de prévenir immédiatement le bailleur, s'ils s'aperçoivent de quelque entreprise préjudiciable.

6° *Pailles, fourrages.* — Ils laisseront, l'année de leur sortie, les deux tiers des fourrages secs de toutes sortes, récoltés dans le lieu.

L'étendue à laisser comprendra tous les prés naturels et 15 hectares de prairies artificielles, et ce, dans les parties désignées par le bailleur.

Dans le cas où les graines fourragères semées au printemps ne réussiraient pas et seraient remplacées par du trèfle incarnat le fourrage obtenu serait fauché, râtelé et rentré.

Le partage aura lieu dans les champs. Si le tiers dont les preneurs auront la libre jouissance est plus que suffisante pour nourrir le bétail, ils devront laisser le surplus et ne pas l'employer inutilement.

Cette même année, ils laisseront toutes les pailles et les balles. Cependant, ils pourront user modérément des pailles de gros grains s'ils manquaient de litière.

Il est bien entendu, qu'en cours et en fin de bail, ils ne pourront vendre ni donner aucune paille, litière ou fourrage.

7° *Fumiers, engrais.* — Les fumiers et engrais, qui seront achetés pendant le cours du bail, seront payés par moitié ; mais les preneurs seront seuls chargés du transport des gares ou autre lieu aux terres.

Les sacs seront partagés.

Tous les ans, il sera semé par les preneurs, en sus du fumier, des engrais sur les blés, seigles et fourrages artificiels destinés à être fauchés, au dosage de 200 à 300 kilogrammes l'hectare.

Au printemps qui précèdera la cessation du bail, ce sera leur successeur qui paiera les engrais répartis sur les fourrages.

8° *Prés.* — Les preneurs entretiendront les prés en bon état de fauche, étaupineront, cureront les rigoles d'assainissement et d'irrigation, ne créeront pas de chemin dedans, et répandront annuellement dessus, une douzaine de tombereaux de terreau et de râclures de cour.

9° *Semences.* — Les semences seront fournies par moitié.

10° *Marnage.* — La marne sera fournie par le bailleur, roulée et écartée par les preneurs. Les terres qui en ont déjà reçu seront défoncées au brabant double, avant d'être remarnées.

La quantité à rouler ne pourra pas excéder 80 mètres cubes par an, c'est-à-dire 240 mètres cubes par périodes de trois années.

11° *Dernière récolte.* — La première année de jouissance, les preneurs seront tenus de rentrer la récolte en gros grains, que leur prédécesseur laissera en terre, et leur successeur sera obligé de rentrer celle qu'ils laisseront aussi en terre à leur sortie.

12° *Porcherie*. — Ils pourront avoir trois mères truies, des porcs coureurs pour la glanerie, mais tous devront être mis dans l'impossibilité de fouiller.

13° *Battage, charrois*. — Pour le battage, le bailleur fournira le matériel, le chauffeur, le charbon, un égreneur et un préposé qui assistera aux battage, pesage et mesurage des grains.

Les preneurs fourniront le personnel nécessaire au bon fonctionnement du matériel et nourriront les trois personnes désignées plus haut.

Les grains qui seront battus au fléau, le seront au onzième pour les gros grains, au douzième pour les menus grains.

Le bailleur choisira son batteur. Il devra être prévenu du jour et de l'heure des mesurées afin de s'y faire représenter.

Les preneurs conduiront, au domicile du bailleur, puis aux gares, marchés ou moulin de la région les produits revenant à celui-ci, sans rétribution.

Ils ne pourront pas faire de charrois autres que ceux nécessités par l'exploitation de la ferme.

14° *Assurances*. — Ils seront tenus d'assurer contre la grêle leurs récoltes en terre ; contre l'incendie, leurs récoltes en bâtiments, en meules et les bestiaux de la communauté. Ils devront aussi s'assurer pour les risques locatifs.

15° *Réparations locatives*. — Pour s'affranchir des répa-

rations locatives afférentes aux bâtiments, ils donneront annuellement la somme de vingt-cinq francs.

16° *Etables, cour, chemins.* — Ils entretiendront le sol des étables, le nivellement de la cour, les chemins.

17° *Accrues.* — Les accrues seront soigneusement arrachées le long des haies entourant les terres et prés.

18° *Fruits.* — Les fruits de table seront cueillis par les preneurs et partagés ensuite.

19° *Drains.* — Les preneurs s'engagent à approcher les tuyaux ou pierres qui seront nécessaires pour les drainages que le bailleur fera faire.

Ils déboucheront les bouts des drains qui auront besoin d'être débouchés, cureront, autant qu'il sera utile, les rigoles et fossés où ces drains dégorgent.

20° *Reprises.* — Les preneurs prélèveront avant partage, sur le tas commun, pour les dédommager des frais de moisson et pour la nourriture exclusive des bestiaux de la communauté :

1° 20 hectolitres de seigle ;

2° 5 hectolitres de petit seigle ;

3° 120 hectolitres d'avoine telle qu'elle sera produite par la gerbe, plus la petite avoine de printemps dans une proportion qui ne devra pas dépasser 10 0/0.

21° *Faisances. Cour.* — Ils donneront annuellement à la demande du bailleur :

1° 15 kilogrammes de beurre frais ;

2° 24 bons poulets ;

- 3° 2 dindes ;
- 4° 100 francs de droits de cour ;
- 5° 100 bottes de paille de seigle ;
- 6° 100 bottes de paille de froment ;
- 7° 6 mètres cubes de fumier.

Ils devront, en outre, faire trois hectolitres de pommes de terre pour le bailleur qui fournira la semence, les binera, les arrachera.

22° *Chiens.* — Il est expressément défendu aux preneurs de laisser vagabonder leurs chiens.

23° *Résiliation.* — Le bailleur et les preneurs auront le droit de résilier à la première période de trois ans, en se prévenant treize mois à l'avance, par simple lettre recommandée.

En cas de décès du preneur, la même faculté sera applicable à la seconde période triennale du bail, mais le délai d'avertissement serait réduit à douze mois.

Cheptel.

A leur entrée en jouissance, les preneurs recevront un cheptel en chevaux, vaches et moutons de la somme de 8.500 francs.

Ils rembourseront, en outre, la moitié du surplus à M. E..., fermier actuel, étant bien entendu, que le cheptel existant et estimé au 1^{er} novembre sera conservé.

Par réciprocité, leur successeur sera tenu de prendre, à dire d'experts, tout le cheptel qu'ils laisseront à leur sortie.

Pendant le cours du bail, les bénéfices comme les pertes seront partagés par moitié, et si, le dit cheptel venait à périr en entier, même sans la faute des preneurs, ceux-ci n'en supporteraient pas moins la moitié de la perte, renonçant, en cela, au bénéfice des articles de la loi, en ce qu'ils ont de contraire à la présente clause.

Pour entretenir la pureté de la race bovine, les taureaux seront achetés provenance de Normandie. Ils seront constamment bouclés et retenus à l'étable. Il sera élevé six taures par an.

Les veaux de lait qui seront livrés à la boucherie, ne seront vendus qu'à six ou sept semaines.

Le troupeau de bêtes à laine sera renouvelé chaque année; les brebis seront couvertes par des béliers qui n'iront pas au paccage.

La bergère ne gagnera pas de brebis. La laine des brebis sera partagée ou vendue en communauté.

Le bailleur paiera les tondeuses, les preneurs les nourriront.

Les dits preneurs ne pourront vendre ni acheter du bétail pour la communauté, sans la permission et l'avis du bailleur.

Le son, le regain qu'il sera nécessaire d'acheter seront achetés par la communauté. Il en sera de même des soins donnés par le vétérinaire.

Le produit du laitage, des volailles et des porcs, appartiendra aux preneurs.

Coût.

Les coût et droits des présentes, et ceux d'une grosse pour le bailleur seront supportés par les preneurs.

Evaluation pour l'Enregistrement.

Pour la perception du droit d'enregistrement seulement les parties évaluent la part revenant au bailleur dans les produits du domaine de... toutes charges comprises, moins toutefois les faisances en nature et en argent, à la somme de 2.040 francs par an, et la part du dit bailleur dans les bénéfices du cheptel à 500 francs aussi par année.

Election du domicile.

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile à Sully-sur-Loire, en l'étude du notaire sous-signé.

Dont Acte.

Etc..., etc....

BAIL A FERME
d'un domaine de 133 hectares.

Entre les Soussignés :

1° M. A... propriétaire et dame B... son épouse, qu'il autorise, demeurant ensemble à Sully-sur-Loire (Loiret).

D'une part,

2° M. D... cultivateur et dame E... son épouse, qu'il autorise et qui accepte, demeurant ensemble à Saint-Florent-le-Jeune.

D'autre part,

Ont été faites les conventions suivantes : M. A... donne à titre de bail aux époux D..., qui acceptent, pour le temps de douze années entières et consécutives qui commenceront à courir du 1^{er} novembre 1908 pour finir à pareille époque de l'année 1920, avec faculté réciproque de pouvoir faire cesser ce bail à l'expiration de la sixième année, mais, à la charge des parties résiliantes de prévenir au moins dix-huit mois à l'avance et par écrit de leur intention à cet égard.

Désignation.

Un domaine appelé le domaine du F... situé sur la commune de Saint-Florent-le-Jeune, canton de Sully-sur-

Loire (Loiret), consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, cour, jardin, terres labourables, pâtis, pâtures, bruyères, prés naturels et dépendances, le tout qui sera à la jouissance des preneurs, d'une superficie d'environ cent trente-trois hectares. Tels, au surplus que les héritages susdésignés, s'étendent, poursuivent et comportent, qui sont parfaitement connus des preneurs, qui déclarent dispenser les bailleurs soussignés d'en faire une plus ample désignation.

Réserves.

Les bailleurs ne comprennent pas au présent bail et se réservent expressément :

1^o Tous les bois taillis, futaies et sapinières y compris les haies et fossés les entourant de quelque côté que se trouvent les ados, les accrûs et les arbres agglomérés ou épars qui peuvent se trouver sur les héritages affermés, les bois morts et les trognards, ainsi que les plantations ou semis de bois et sapins.

Le preneur devra donner les façons de charrue et de herse aux héritages que les bailleurs jugeront à propos de planter en bois ou sapins, lesquels, au reste, ne sont pas compris dans le nombre d'hectares sus-désignés.

Le preneur ne devra laisser paccager aucun de ses bestiaux dans les semis de pins et autres essences de bois, ni dans les autres réserves faites par les bailleurs. Aucune chèvre ne devra paccager sur les dépendances du domaine affermé.

2° Le droit exclusif de chasse.

3° Le droit de faire tous échanges, en rendant à la jouissance du preneur d'autres héritages de même valeur pour l'exploitation.

4° Le droit de visiter les lieux, quand bon semblera aux bailleurs et de déposer du bois, de quelque nature qu'il soit, sur les places de la ferme.

Charges, clauses et conditions.

1° Le preneur habitera par lui-même, sa famille et ses domestiques, les bâtiments du domaine affermé. Il les tiendra constamment garnis de meubles, mobilier, bestiaux, ustensiles agricoles et instruments aratoires, en quantité et de valeur suffisante pour répondre d'une bonne exploitation et du paiement des fermages.

2° Il jouira des biens qui lui sont affermés en bon père de famille et en fermier de bonne foi.

3° Il ne pourra sous-louer ni céder en tout ou partie son droit au présent bail.

4° Il ne fera aucun défriche nouveau sans le consentement exprès des bailleurs.

5° Il labourera, cultivera, fumera etensemencera suivant les usages, les terres par soles et saisons convenables sans pouvoir les surcharger, dessoler, ni dessaisonner.

6° Il veillera attentivement à ce qu'il ne soit commis aucune anticipation sur les héritages affermés, et il s'engage à prévenir immédiatement les bailleurs de celles

qui seraient commises, à peine d'en demeurer personnellement responsable, ainsi que de tous dépens, dommages-intérêts.

7° Il entretiendra, en bon état, les haies et fossés qui entourent ou traversent les héritages affermés. Il relèvera tous les fossés où il coupera les haies à l'âge ci-après fixé et devra s'arranger à ce que les haies et fossés entourant les héritages à ensemer en gros grains soient relevés et entretenus l'année où l'emblavure sera faite de façon à assainir cette emblavure.

8° Il arrachera les ronces et épines qui existeront dans les terres et détruira de toutes façons les joncs dans les prés, les taupinières seront épanchées.

Il entretiendra avec le plus grand soin les rigoles, principalement celles des prés, très régulièrement tous les ans au mois de septembre.

9° Il convertira en fumier toutes les pailles, chaumes et litières. Il fera consommer, sur le lieu, tous les foin et fourrages sans pouvoir en vendre ni détourner la moindre partie, sous quelque prétexte que ce soit, et à la fin du bail, il laissera toutes celles qui existeront.

10° Il devra semer dans les menus grains des graines de prairies artificielles ; si ce n'est l'année de sa sortie où les graines seront semées par le fermier qui lui succèdera.

A cet effet, il est tenu de prévenir son successeur en temps opportun, pour qu'il sème ces graines de façon à

ce qu'elles soient enterrées à la herse, en même temps que les menus grains.

12° Il laissera, à sa sortie, un hectare de terrainensemencé en navets pour son successeur. Il devra, en outre, préparer et fumer au printemps qui précèdera sa sortie, pareille quantité de terre que son successeur plantera en choux-raves.

13° Il sera tenu de permettre à son successeur de semer du trèfle incarnat dans les chaumes de menus grains, où les artificiels de printemps n'auraient pas réussi. Le hersage sera à la charge du successeur.

14° Il laissera, à sa sortie, au moins trois hectares cinquante ares de terre plantés en genêts de différents âges.

15° Il laissera à sa sortie, dans les bâtiments à ce destinés, ou en meules, à défaut d'espace suffisant, les deux tiers des foins naturels, des grosses et menues pailles, balles et les deux tiers de la première coupe à faire sur cinq hectares de terres semées en prairie artificielles l'année précédente, aux endroits que choisiront les bailleurs ; le tout faisant partie de la dernière récolte faite avant de quitter le domaine, ainsi, bien entendu, que toutes les pailles, foins et fourrages qui existeront des années précédentes.

Il est expressément interdit au preneur de laisser paccager ses bestiaux dans les cinq hectares de prairies artificielles ci-dessus mentionnées et de défaire cette emblavure.

16° Il ne pourra prétendre à une indemnité, ni diminution de fermage, pour cause de stérilité, grêle, gelée, sécheresse, épidémie, inondations, feu du ciel et autres cas fortuits et de force majeure prévus ou imprévus qui le priveraient de tout ou partie d'une ou plusieurs récoltes et de ses bestiaux.

17° Il devra, chaque année et pendant toute la durée du bail, fournir, conduire et épandre, à ses frais, sur les terres du domaine affermé, cinquante mètres cubes de marne et justifier de l'accomplissement de cette charge par la présentation de la quittance de livraison.

Toutefois, il aura la faculté, de fournir, conduire et épandre, sur les terres, en une seule fois, la livraison de plusieurs années. Dans le cas où il viendrait à quitter le domaine avant les douze années de son bail, il ne lui sera dû aucune indemnité pour les marnes qu'il aurait amenées en plus, quelle qu'en soit la quantité.

18° Il chargera, et roulera, sans indemnité, avec ses chevaux, voitures, harnais et gens à son service, tous les matériaux nécessaires aux grosses et menues réparations et aux constructions à faire sur le domaine.

Il souffrira toutes les réparations et reconstructions qui deviendraient nécessaires aux bâtiments du domaine, lors même que la durée du travail excéderait quarante jours.

Il devra entretenir la cour et les entrées de la cour en bon état, ainsi que le chemin de propriété du..., sur

lequel, à la demande des bailleurs, il devra rouler de la terre ou du sable, s'ils le jugent nécessaire.

19° Il amènera chaque année aux bailleurs, en la demeure qui lui sera prescrite, dans le courant du mois de septembre, leur bois de chauffage, sans aucune indemnité.

Il fournira aux bailleurs, six jours par an, un homme avec deux chevaux attelés, également sans indemnité, pour être employés, sur le domaine, à tel usage que bon leur semblera.

20° Il ne pourra faire de réclamations pour les dégâts causés par le gibier, mais il se réserve le droit de faire résilier le présent bail dans la forme et les délais fixés ci-dessus, dans le cas où il pourrait prouver que les dégâts seraient d'au moins un vingtième de la récolte. Cette résiliation ne pourrait avoir lieu qu'à une époque de 1^{er} novembre.

21° Les bailleurs seront subrogés aux preneurs pour les indemnités qu'ils pourraient recevoir des Compagnies d'assurances contre l'incendie et la grêle auxquelles ils seront tenus de s'assurer en raison des foins, fourrages et empailements. Les sommes versées par les Compagnies devront être employées, en entier, à l'acquisition d'autres foins, fourrages et empailements.

De plus, il assurera contre l'incendie les mobilier, bestiaux, attirail de culture, récoltes en granges et en meules, les risques locatifs recours des voisins, et contre la grêle les récoltes en terre. Il devra justifier du paie-

ment régulier des primes, à toute réquisition des bailleurs.

22° Il aura pour son chauffage, sans pouvoir en vendre :

1° Le pâtureau du G... garni de bois lequel sera mis en deux coupes d'égale quantité.

La première coupe pourra être faite en 1910 et la seconde 1913. Suivant l'usage il devra faire en sorte de ne laisser paccager ses bestiaux dans ces bois fraîchement coupés qu'au bout de quatre ans et un mai. Les bailleurs tiennent expressément à ce que cette clause soit strictement observée.

2° Les bois à provenir des haies et de l'élagage des trognards qui s'y trouvent. Il coupera ces bois tous les neuf ans et par neuvième aux charges imposées ci-dessus.

Il ne pourra couper ni abattre par le pied, aucun arbre vif ou mort. Il soignera, au contraire, tous les arbres de belle venue.

Il ne pourra faire aucun têtard nouveau sans le consentement des bailleurs. A cet effet, chaque fois qu'il coupera les bois ci-dessus désignés, il devra, à l'avance, les en prévenir, afin qu'ils choisissent eux-mêmes les réserves à faire.

23° Il recevra, lors de son entrée en jouissance, de son prédécesseur :

Huit stères de bois de moule ;

300 bourrées ;

400 bourrées genêts ;

500 bourrées de feuillards pour les agneaux.

Il devra, à sa sortie, laisser les mêmes quantités et de même nature.

En cas du décès du preneur ou de son épouse au cours du présent bail, le survivant et les héritiers du prédécédé auront le droit d'en demander la résiliation pour le 1^{er} novembre suivant, pourvu qu'il y ait au moins quinze mois entre ce décès et le 1^{er} novembre et le jour de la prévenance par écrit ; au cas contraire, la résiliation sera reportée au 1^{er} novembre de l'année suivante.

Les impôts et contributions de toute nature afférentes au domaine seront supportés par les bailleurs.

Fermage.

Outre les conditions ci-dessus stipulées, le présent bail est consenti et accepté, d'un commun accord, moyennant un fermage annuel de deux mille quatre cents francs à payer au domicile des bailleurs, en bonnes espèces de monnaies ayant cours, le 1^{er} novembre de chaque année, à commencer du 1^{er} novembre 1909.

A défaut de paiement à l'échéance ci-dessus fixée et un mois après un simple commandement de payer fait à fin de mise en demeure, et resté infructueux, le présent bail sera résilié de plein droit, si bon semble aux bailleurs, sans qu'il soit besoin de remplir aucune autre formalité judiciaire.

Faisances. Droits de cour.

Le preneur fournira annuellement et livrera au domi-

cile des bailleurs à titre de menues faisances, en une seule fois, ou au fur et à mesure de leurs demandes :

- 1° 7 kilog. 500 de beurre frais ;
- 2° 12 poulets et 2 dindes gras et vifs ;
- 3° 4 hectolitres d'avoine de printemps ;
- 4° 50 bottes de paille de froment de 10 kilog. chacune
- 5° Il paiera, en outre, 30 francs par an, pour droits de cour.

Les parties requièrent l'enregistrement par périodes de six années.

Fait double, à Sully-sur-Loire, le 15 octobre 1908.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu :

Le Président de la thèse,

HITIER

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Beauvallet. — *Mémoire sur la Sologne*, 1844.
- Gaugiran. — *Vues de Sologne*, 1857.
- Félix Masure. — *Etude sur les terrains agricoles de la Sologne*, 1870.
- Boucard. — *Domages causés aux pineraies de Sologne pendant l'hiver 1879-1880*, 1880.
- Duplessis. — *Le département du Loiret au point de vue agricole*. (Complément de la statistique décennale de 1892), 1893.
- Souchon. — *La propriété paysanne*, 1899.
- Boucard. — *Transformation de la Sologne, son assainissement et sa mise en valeur*, 1900.
- Denizet. — *La Sologne*, 1900.
- Vimont. — *Les accidents du travail agricole*, 1908.
- Souchon. — *Crise de la main d'œuvre agricole en France*, 1914.
- Enquête du Ministère de l'Agriculture sur la petite propriété rurale en France*, 1908-1909.
- Enquête du Ministère de l'Agriculture sur les salaires agricoles*, 1912.
- Recueil des usages locaux du Loiret*.

MANUSCRIT.

- Histoire de Sennely*, par l'Abbé Sauvageot, copiée et annotée par l'Abbé Griveau, ancien curé de Sennely, mort en 1817 (Bibliothèque d'Orléans, n° 586).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	9
CHAPITRE I ^{er} . — Le pays et l'habitant	12
CHAPITRE II. — Culture. Elevage du bétail	19
CHAPITRE III. — Régime de la propriété. Prix et revenus du sol	29
CHAPITRE IV. — Exploitation du sol. Faire valoir direct. Métayage et fermage.	42
CHAPITRE V. — Les domestiques de ferme.	56
CHAPITRE VI. — Les ouvriers agricoles.	64
CHAPITRE VII. — L'exode rural	78
CHAPITRE VIII. — Assurances. Associations agricoles. Re- traites ouvrières et paysannes.	92
APPENDICE.	105
BIBLIOGRAPHIE	127

